

choisir

revue culturelle
n° 558 – juin 2006

(Femmes dans l'Eglise :
place à prendre !



Tu as vu l'éclair...

Tu as vu l'éclair...

garde ton secret.

L'éclair a déchiré les nuages

et t'a ouvert les abîmes.

L'éclair a déchiré le ciel

que tu avais découvert en ton âme.

L'éclair a déchiré le firmament

tu n'as plus de toit.

L'éclair a déchiré ton moi,

il n'est pas revenu.

Mais tu sais que tu es au-delà de la ténèbre,

garde ton secret.

Car qui n'a pas vu l'éclair croirait que tu parles

du feu d'ici-bas...

Vis joyeux et souriant en ce monde,

infiniment libre.

Le ciel se déchira pour Jésus en son baptême

et il entendit la voix intérieure.

Dans le ciel déchiré,

le seul est la prière en vérité.

Tant que le ciel de ton cœur ne s'est pas déchiré,

dans l'éclair du Sinäï,

l'orage de Pentecôte,

tu ne sais rien de Dieu,

tu appelles Dieu ce firmament, limite de ta pensée.

Henri Le Saux



choisir

n° 558 - juin 2006

Revue culturelle jésuite fondée en 1959

Adresse

rue Jacques-Dalphin 18
1227 Carouge (Genève)

Administration et abonnements

tél. 022 827 46 76
administration@choisir.ch

Rédaction

tél. 022 827 46 75
fax 022 827 46 70
redaction@choisir.ch
Internet : www.choisir.ch

Rédaction

Pierre Emonet s.j., rédacteur en chef
Thierry Schelling s.j., rédacteur
Lucienne Bittar, rédactrice
Jacqueline Huppi, secrétaire

Conseil de rédaction

Louis Christiaens s.j.
Joseph Hug s.j.
Jean-Bernard Livio s.j.

Conception graphique

studio Loys (Annecy)

Mise en page et imprimerie

Imprimerie Fiorina
rue du Scex 34 • 1950 Sion
tél. 027 322 14 60

Cedofor

Marie-Thérèse Bouchardy
Axelle Dos Ghali
Stjepan Kusar

Administration

Geneviève Rosset-Joye

Abonnements

1 an : FS 80.-
Etudiants, apprentis, AVS : FS 55.-
CCP : 12-413-1 «**choisir**»
Pour l'étranger :
FS 85.- Par avion : FS 90.-
€ : 56.- Par avion : € 60.-
Prix au numéro : FS 8.-

choisir = ISSN 0009-4994

Illustrations

Couverture : Pierre Emonet
p. 5 : Christoph Von Siebenthal/CIRIC
p. 23 : J.-C. Gadmer
p. 28 : Alain Pinoges/CIRIC

Les titres et intertitres sont de la rédaction

sommaire

Editorial	2
Bergers peureux, brebis dispersées <i>par Pierre Emonet</i>	
Actuel	4
Spiritualité	8
Dure, dure réalité <i>par Bruno Fuglistaller</i>	
Portrait	9
Dans la grotte du cœur <i>par Michel-Maxime Egger</i>	
Religions	14
Entrechoc des valeurs <i>par Thierry Schelling</i>	
Eglise	18
« Femmes dans l'Eglise » jette l'éponge <i>par Uta Teresa Fromherz</i>	
Société	22
Quand le Nicaragua était une grande école <i>par Jacques Berset</i>	
Société	26
Renaissance africaine <i>par Régis Marion-Veyron</i>	
Société	30
Le Da Vinci Code : une aubaine ! <i>par Thierry Schelling</i>	
Lettres	32
Un passeur apocalyptique <i>par Gérard Joulé</i>	
Livres ouverts	36
Les jésuites à Lyon <i>par Etienne Perrot</i>	
Bloc-notes	44
Défense des dialectes <i>par Christophe Büchi</i>	

Bergers peureux, brebis dispersées

La démission de six membres sur sept de la Commission « Femmes dans l'Eglise » de la Conférence des évêques suisses témoigne d'un inquiétant malaise. D'un côté, les femmes se plaignent de ne pas être prises au sérieux, de ne pas pouvoir se faire entendre et de se heurter à un manque d'intérêt de la part des évêques. Lasses d'appartenir à une commission alibi, déçues et frustrées, elles se sont retirées. De l'autre, les évêques, plus résignés que motivés, semblent avoir de la peine à entendre les appels des femmes. Prisonniers d'une structure archaïque, liés par les usages d'une autre époque, ils esquivent les vraies questions, se contentant de renvoyer leurs interlocutrices à des positions théologiques acquises mais discutables, ou à « l'Eglise universelle » dont ils doivent être solidaires. Cette échappatoire leur évite de s'engager dans un dialogue franc et ouvert et les dispense de tout geste prophétique. Déconcertés par les revendications des femmes, ils ont tenté une manœuvre de diversion en proposant de transformer la Commission en un Conseil, autrement dit, en rognant quelque peu son autonomie. Une mesure qui ne pouvait que conduire à l'impasse actuelle.

Au-delà de ce coup d'éclat, c'est la place de la femme dans l'Eglise qui est en jeu, son droit à être reconnue au même titre que n'importe quel autre baptisé, sans distinction fondée sur le sexe, son égalité avec l'homme dans la participation aux tâches du gouvernement et de la pastorale. Sans se contenter de l'aumône d'une attention indulgente, elles attendent d'être considérées comme des partenaires à part égale, dont l'expérience, la pensée et les visions représentent tout autant l'environnement dans lequel l'Esprit du Christ peut se manifester, que les opinions des théologiens de cour.

Il est vrai qu'à force d'avoir été traitées en mineures, les femmes réclament aujourd'hui leurs droits avec pugnacité. Certaines de leurs exigences ne vont pas de soi dans l'Eglise. Tout ce qui touche de près ou de loin à l'ordination sacerdotale fait problème à cause du poids énorme d'une tradition qui remonte aux premiers temps et est observée massivement, sans que les rares exceptions historiques parfois mentionnées ne puissent l'ébranler sérieusement. Des théologiens,

et non des moindres, s'interrogent pourtant sur sa force contraignante : fait-elle vraiment partie de la révélation inamovible ? Mais avant ces extrêmes, s'ouvre un immense champ d'exploration et d'expérimentation trop négligé, aux frontières duquel on s'arrête, paralysé par la peur, comme devant un terrain miné. Le diaconat féminin, dont on trouve des traces dans le Nouveau Testament, l'exercice des charges de responsabilité, la participation à l'élaboration des décisions officielles concernant l'éthique et la morale, ou l'étude d'une théologie qui tienne mieux compte de la pensée et de l'expérience de la femme ne sont que quelques exemples. Dans un milieu culturel tout aussi verrouillé, le Christ a fait preuve d'audace et d'ouverture, transgressant des tabous plus ancrés que ceux qui, aujourd'hui, marginalisent le « sexe dévot ».

Parce que les membres de la Commission ont voulu répercuter dans l'Eglise les opinions et les attentes des femmes de milieux divers, pas nécessairement croyants, parce qu'elles ont espéré réveiller l'esprit prophétique des Evangiles, elles ont été considérées comme des « attardées de Vatican II ».¹ Les tensions entre la Commission des Femmes et les évêques seraient alors le symptôme d'un malaise plus profond, celui de la crainte face au dynamisme engendré par le concile. Le débat sur la place des femmes dans l'Eglise pouvait se justifier à l'époque de Vatican II ; ces temps sont aujourd'hui révolus. Le soupçon serait indécent s'il n'était corroboré par toute une série d'attitudes qui tendent à mettre un terme au grand mouvement de mise à jour entrepris par le concile, sous prétexte qu'il a dit une parole définitive et cadencée. La fidélité au message du Christ ne consiste pas à jouer une théologie contre la vie, qui est mouvement.

Sans cautionner les opinions les plus diverses pour la seule raison qu'elles sont émises par des femmes, les prendre au sérieux et accepter sans réticence un dialogue ouvert et libre, c'est rendre l'Eglise plus crédible face au monde qui peine à la prendre au sérieux.

Pierre Emonet s.j.



1 • Cf. l'interview de Marie-Madeleine Prongué-Overney, co-présidente de la Commission « Femmes dans l'Eglise », in APIC, 28 mars 2006, p. 6.

■ Info

Conseil suisse des religions

Le Conseil suisse des religions a été fondé le 15 mai, sur l'initiative du pasteur Thomas Wipf, président du Conseil de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse. Il réunit les dirigeants des trois Eglises nationales, des communautés juives et musulmanes. Le représentant de l'Eglise catholique-romaine au Conseil est Mgr Kurt Koch, vice-président et responsable des relations œcuméniques de la Conférence des évêques suisses.

Il n'existe en Suisse aucun organisme national comparable par sa composition et par son but, qui est de réunir pour des échanges réguliers des représentants élus et mandatés par les directions des Eglises et des communautés religieuses. Le Conseil veut donc servir d'exemple national pour le rapprochement et l'établissement d'un dialogue interreligieux. Il désire aussi devenir un interlocuteur des autorités fédérales.

A noter que les débats du Conseil ne porteront pas sur des questions théologiques, mais qu'ils viseront à trouver des solutions communes pour préserver la cohésion sociale et la cohabitation pacifique. En effet, la carte religieuse de la Suisse et la fonction des Eglises et des communautés religieuses dans la société et dans l'Etat ont considérablement évolué. Il y a trente ans, plus de 90 % des habitants de notre pays déclaraient appartenir à une des trois Eglises nationales. Avec la mondialisation et les mouvements migratoires, le paysage religieux de la Suisse est devenu plus bigarré, notamment en raison de l'immigration de musulmans. Notre pays est devenu un espace où cohabitent des gens de culture, de traditions et de systèmes

de valeurs très différents (au sujet de cette coexistence, voir encore les pp. 14-17 de ce numéro, *Entrechoc des valeurs*).

■ Info

Conversion, code de conduite

Le Vatican et le Conseil œcuménique des Eglises (COE) ont lancé à la mi-mai un projet d'étude visant à élaborer un code de conduite commun sur la question de la conversion religieuse. Il s'agit, dans un premier temps, d'évaluer la réalité actuelle de la conversion religieuse d'un point de vue interreligieux, puis de discuter sur la conversion religieuse dans une perspective chrétienne, enfin d'élaborer un code de conduite commun. On attend de ce projet qu'il fasse la distinction entre le témoignage et le prosélytisme, et qu'il fasse du respect de la liberté de pensée, de conscience et de religion des autres, le principe premier de toute rencontre entre croyants de religions différentes.

■ Info

Développement et religions

La coopération au développement ne peut pas se permettre de faire l'impasse sur la religion et la spiritualité, estime la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC), qui a organisé le 11 mai la conférence *Dialogue des cultures : un échec ?* de Reinhard Schulze, islamologue à l'Université de Berne.

Le travail de développement est pour une bonne part une activité interculturelle et cette dimension a souvent à faire avec la religion. Pour faire du bon travail en matière de développement, il est donc nécessaire de connaître en profondeur

le contexte culturel et socio-religieux. Pour la DDC, religions et spiritualités sont des sources de vision du monde et de la vie, représentent des moyens de cohésion et de polarisation, constituent des forces d'organisation politique et sociale. Ainsi les organisations religieuses jouent dans quantité de situations un rôle non négligeable en tant que prestataires de service et de structures d'accueil social, ou encore en tant que forces réelles de l'architecture sociale. La DDC remarque cependant que la religion et la spiritualité sont aussi des facteurs de risques quand elles sont instrumentalisées pour des luttes de pouvoir. (Voir **Anne-Marie Holenstein**, *Rôle et signification de la religion et de la spiritualité dans la coopération au développement*, DDC, Berne 2005.)

■ Info

Ile Maurice, générosité mal placée

Le gouvernement mauricien accorde des subventions aux religions chrétienne, musulmane, hindoue et chinoise, pratiquées dans le pays. Une tradition qui remonte à l'époque de la colonisation. L'administration britannique, qui dirigeait alors le pays, avait fait du catholicisme la religion d'Etat et accordait à l'Eglise une assistance financière. Dès l'indépendance du pays, en 1968, cette aide fut élargie aux autres religions. Aujourd'hui des voix s'élèvent pour réclamer la fin de ces subventions et la séparation entre l'Eglise et l'Etat. Le débat a été relancé par la publication du livre de Soodur-sun Jugessur, président du Conseil de l'Université de Maurice, qui reproche au politique et aux religions de viser le même objectif, « le pouvoir », et de perdre de vue le sens communautaire. Le profes-

seur Jugessur insiste sur la nécessité pour les chefs religieux de promouvoir la ferveur des fidèles, sans les détacher des objectifs nationaux. Il propose une refonte du système d'allocations versées aux religions, suggérant, notamment, de les affecter à des programmes d'éducation religieuse.

■ Info

Nuit des couvents

Dans le cadre de l'année des vocations voulue par les évêques suisses, couvents, monastères et communautés religieuses ont ouvert leurs portes au public les 6-7 mai, un peu partout en Suisse, pour un événement exceptionnel : la « Nuit des couvents ». Histoire de donner l'occasion aux « profanes » de découvrir ce que vivent religieuses et religieux derrière leurs murs. Les ursulines de Fribourg ont choisi de se raconter par le biais du théâtre et ont donné au couvent, six représentations à guichets fermés. (APIC)

Théâtre des ursulines.



■ Info

Australie : restriction sur l'asile

Les dernières annonces du gouvernement australien à propos des requérants d'asile inquiètent les défenseurs des droits des réfugiés dans la région de l'Asie du Sud-Est. Le 13 avril, le gouvernement australien a annoncé des changements radicaux en matière de politique, changements destinés à empêcher d'éventuels demandeurs d'asile arrivant en Australie par bateau, d'accéder aux procédures australiennes de détermination du statut de réfugié. Le Service jésuite des réfugiés (JRS) s'inquiète des possibles retombées pour les réfugiés originaires de Birmanie, d'Indonésie et du Cambodge. « Les politiques restrictives en matière d'asile et les nouvelles pratiques du pays, ajoutées à l'état actuel des relations internationales entre l'Indonésie et l'Australie, pourraient menacer la loi internationale concernant le non-refoulement », a déclaré Sanjay Gathia, responsable régional de l'Advocacy du JRS Asie Pacifique. « L'Australie fait de la question des réfugiés une question de sécurité et non une question relevant des droits humains. Ce type d'approche sert à justifier des politiques telles que la détention et les restrictions en matière de liberté de mouvement », a ajouté M. Gathia.

■ Info

Palestiniens punis

Suite au gel du revenu des taxes par Israël (près de 50 millions de dollars par mois) et à l'arrêt de l'aide internationale, la situation du peuple palestinien s'est vivement détériorée ces derniers mois. Les observateurs sur place tirent la son-

nette d'alarme : on assiste à un effondrement du système de santé palestinien, qui risque de provoquer la mort de milliers de personnes à court terme. Une situation dénoncée le 26 avril par le président de la Confédération suisse, Moritz Leuenberger, interviewé par la chaîne de télévision *Al-Jazira*, en marge du Forum international de l'énergie de Doha : « Des élections démocratiques ont eu lieu. Nous devrions accepter leur résultat. Il faut laisser du temps au Hamas et le juger à l'aune de ses actes. » Trois petites phrases critiques à l'égard de l'Union européenne (UE) et des Etats-Unis, qui ont fait bondir la Fédération suisse des communautés israélites et provoqué l'ire de l'UDC qui y a vu une rupture de la neutralité.

Autre voix dissonante, celle de Mgr Michel Sabbah, patriarche latin de Jérusalem, de passage à Paris le 15 mai dernier. Il a déploré que l'on punisse tout un peuple pour avoir élu un gouvernement lors « d'élections imposées par la communauté internationale et selon des critères de la communauté internationale ». Il a estimé que les aides sont une obligation de la communauté internationale, responsable aussi de « cette oppression imposée au peuple palestinien depuis 50 ans ».

Pour remédier à la situation, tout en évitant de soutenir le Hamas, l'Union européenne cherche à créer d'ici le Sommet européen des 15 et 16 juin, un fonds fiduciaire par lequel transiterait l'aide internationale, afin de parvenir directement à la population palestinienne. La Banque mondiale doit encore accepter de piloter ce fonds, ce qui ne coule pas de source : elle n'accepterait de s'engager qu'avec l'assurance du soutien total des Américains... En attendant, l'UE a appelé Tel-Aviv à reprendre les transferts de taxes et a promis de maintenir l'aide humanitaire.

 ■ Info

Chrétiens au Moyen-Orient

Mgr Lajolo, secrétaire du Saint-Siège pour les relations avec les Etats, a relevé lors d'une assemblée plénière du Conseil pontifical pour la pastorale des migrants, que la présence des catholiques au Moyen-Orient s'est considérablement réduite. Reprenant les chiffres des annuaires statistiques de l'Eglise et des nonciatures apostoliques, il a soutenu que la population catholique en Iran a été divisée par 10 entre 1973 et 2005, pour atteindre 0,01 % de la population totale. Sur la même période, elle a été réduite de deux tiers en Irak et de moitié en Israël et Palestine. Enfin, en Syrie, les catholiques ne représentent plus que 1,9 % de la population, contre 2,8 % en 1973.

Parallèlement à cette baisse, Mgr Lajolo a noté une « augmentation dans ces pays des mariages mixtes où le conjoint catholique est particulièrement sans défense à cause des régimes juridiques inspirés de l'islam ». (APIC)

 ■ Info

Nationalisations en Amérique latine

Comme promis lors de sa campagne électorale, le président bolivien Juan Evo Morales a déjà nationalisé les hydrocarbures. Il voudrait à présent redistribuer les terres « de façon juste et équitable ». C'est ce qu'a expliqué en mai David Choquehuanca Céspedes, responsable de la diplomatie bolivienne, en tournée aux Etats-Unis. Le gouvernement de son pays a en effet l'intention de récupérer le contrôle de toutes les ressources na-

turelles du pays, y compris des terres, tout en assurant « la sécurité juridique » des investisseurs étrangers et des latifundistes.

Pendant ce temps, en Equateur, des milliers d'indigènes des régions amazoniennes ont manifesté en mai, à Quito, durant une semaine, pour demander la nationalisation des hydrocarbures. Sous la pression du puissant mouvement indigéniste équatorien, le gouvernement de Quito a finalement annulé le contrat souscrit avec la compagnie pétrolière américaine Oxy. Selon Ivan Rodriguez, ministre de l'Energie, l'accord a été déclaré nul en raison de la vente illégale de 50 % des actions de la part de la multinationale américaine à la société canadienne Encana.

La décision de l'exécutif équatorien contraint Oxy à « restituer immédiatement les zones d'exploitation prévues par le contrat, les installations et les équipements nécessaires à l'exploitation et la production de pétrole », qui passeront aux mains de la compagnie nationale Petroecuador. (APIC)

 ■ Info

Tsunami et travail des enfants

Selon l'Organisation internationale du travail, c'est dans la région de l'Asie du Sud-Est que l'on dénombre le plus d'enfants qui travaillent au monde (122 millions en 2004). On y enregistre certes une baisse réjouissante de 5 millions par rapport à 2000, mais elle risque d'être de courte durée : les enfants situés dans la zone où a sévi le tsunami au lendemain de Noël 2005 sont contraints de travailler pour subvenir à leurs besoins.

Dure, dure réalité

En raccrochant le téléphone, je me demandais comment il fallait réagir. Comment devais-je comprendre ce que cette personne venait de me dire ? J'avais pourtant essayé d'être clair, mais de toute évidence mon interlocutrice ne pouvait m'entendre. J'avais l'impression de me trouver devant un mur. Je ne comprenais pas et je n'étais pas compris. J'hésitais, fallait-il encore reprendre contact pour clarifier ou se résigner à l'incompréhension ? Et très vite apparut la tentation de ruminer, de se demander pourquoi il était si difficile de se comprendre et comment faire pour sortir de l'ornière.

Il y a ainsi des situations dans lesquelles plus on essaie de saisir une chose, moins elle devient intelligible. Chaque détail semble prendre une énorme importance. Les mots, les intonations, les gestes, les silences, tout est interprété, pesé, soupesé, mais malgré tous ces efforts, nous ne parvenons pas à y voir plus clair. Dans de telles circonstances, nous avons deux possibilités : ou bien continuer de ressasser en nous interrogeant sur quelque chose qui, finalement, n'est plus dans la réalité, parce que, pour le moment en tout cas, la communication ne passe plus ; ou bien cesser de « gamberger » en acceptant la réalité de la difficulté, pour pouvoir passer à autre chose et permettre au temps de faire son travail. Peut-être, en effet, faut-il simplement un peu de temps pour pouvoir prendre un nouveau départ, ou bien ce nouveau dé-

part est-il tout simplement impossible parce que l'incompréhension et les blessures sont trop profondes.

Il reste vrai que l'attitude qui consiste à « laisser tomber » nous prend un peu à rebrousse-poil. Un certain idéalisme nous pousse à ne pas laisser la communication interrompue. Mais est-ce bien réaliste ? Il me semble que la seule façon d'avancer est de regarder les choses telles qu'elles sont et non pas telles que nous désirions qu'elles soient. Ce décalage entre la réalité et notre désir est à la fois un atout et un piège. Un atout, parce que la force de notre conviction, de notre désir peut nous faire entreprendre des activités extraordinaires, mais un piège si la réalité est trop oubliée. La confrontation avec elle risque d'être très, très douloureuse.

Un témoin de ce genre de dilemme est saint Ignace de Loyola. Après sa conversion, il est parti en pèlerinage en Terre Sainte. Il était sûr que c'était là que Dieu le voulait. Mais les tensions politiques de l'époque ont incité les autorités à le renvoyer chez lui. Tout son projet de vie s'est écroulé en une seconde, or il s'est plié à cette réalité. Et cela lui a permis de vivre cette fabuleuse aventure qu'a été la découverte du service de l'Eglise par le compagnonnage et qui aboutira à la création de l'ordre des jésuites.

Bruno Fuglistaller s.j.

Dans la grotte du cœur

Bede Griffith

●●● **Michel-Maxime Egger**, Aubonne

Diacre orthodoxe, président de la Fondation Diagonale

Shantivanam - la « forêt de la paix ». Un mot indien qui chante, enchante. Un espace de prière et de rencontre, au bord du fleuve sacré Cauvery. Pas très loin de la grouillante ville de Trichy, dans le sud de l'Inde. C'est là qu'en 1950 les Pères Henri Le Saux² (devenu *swami* Abishiktananda) et Jules Monchanin³ ont fondé cet ashram pas comme les autres, dédié à la Sainte Trinité. Un monastère chrétien dans sa foi, interreligieux dans son esprit, indien dans sa culture et son mode de vie très simple. Les moines portent la robe safran du *sannyâsî*, le renonçant hindou « habillé de vent ». On y mange par terre, avec les doigts,

une nourriture strictement végétarienne. L'église a été construite en forme de temple hindou. Les offices commencent par le triple chant de la syllabe sacrée OM, son primordial du Verbe à l'origine du monde ; ils intègrent des prières et lectures en sanscrit, extraits des *Vedas* et des *Upanishads*, ainsi que des symboles et gestes tirés des rites hindous, comme le don du feu à chaque fidèle en signe de la lumière du Christ et l'offrande des quatre éléments pour manifester la plénitude cosmique de l'eucharistie.

Si Shantivanam est devenu un modèle d'inculturation du christianisme en terre indienne et un espace centré sur la quête personnelle de Dieu, c'est avant tout au Père Bede Griffith (1906-1993) qu'il le doit. Il en a repris la charge en 1968, à l'appel de *swami* Abishiktananda, retiré dans une vie d'ermite au nord de l'Inde. Homme de méditation et de dialogue, Bede Griffith n'a eu de cesse de réunir l'Occident et l'Orient, la tradition chrétienne et les autres religions, la mystique et la science. Au-dedans de lui d'abord, puis dans le monde. Il a consacré toute sa vie à l'élaboration d'une nouvelle vision de la réalité et de l'humanité. Une vision prophétique, fondée

portrait

Il y a 100 ans naissait en Angleterre Bede Griffith. Anglican, puis moine bénédictin, il ouvrit en Inde un ashram et devint un maître spirituel pour les gens du pays, de toutes religions et de toutes castes. Le père jésuite Xavier Irudayaraj a écrit à son propos : « S'il fallait résumer la vie et la mission du P. Bede, on pourrait dire qu'il a réalisé un mariage entre l'Occident et l'Orient. Il n'a pas été seulement un pont entre les deux. Il a vécu et s'est assimilé leurs cultures, leurs religions et leurs spiritualités. Puisse le mariage produire des fruits abondants pour l'Eglise en Inde. »¹

- 1 • In *The New Leader*, Madras, 30.06.1993 (n.d.l.r.).
- 2 • Moine bénédictin, Henri Le Saux (1910-1973) est parti pour l'Inde en 1948. Tout en restant chrétien dans sa foi profonde, il y a découvert et suivi la voie du renoncement (*sannyasa*) et celle de la non-dualité (*advaita*), à travers ses rencontres avec des maîtres comme Ramana Maharshi. Il est l'auteur notamment de *Souvenirs d'Arunâchala : récits d'un ermite chrétien en terre hindoue* (Desclee de Brouwer) et *Intériorité et révélation : essais théologiques* (Ed. Présence).
- 3 • Prêtre du diocèse de Lyon, l'abbé Jules Monchanin (1895-1957) est parti au sud de l'Inde en 1939. Il y a vécu comme curé dans des villages tamouls, avant de fonder avec Henri le Saux l'ashram de la Trinité (Saccidananda), à Shantivanam. Il a notamment publié *Mystique de l'Inde, mystère chrétien* (Fayard).

sur la recherche de l'unité humaine et cosmique, à partir du mystère divin au cœur de toutes choses.

Cette œuvre de synthèse, de trait d'union, fait de lui une source d'inspiration féconde - encore mal connue dans le monde francophone - pour répondre aux besoins de transformation de notre monde à la fois « globalisé » et morcelé, pluriel et en transition, en mal de sens et de repères, à la croisée des chemins « entre la métastrophe et la catastrophe », pour reprendre la belle expression du philosophe chrétien Jean Guitton.

Unifier l'âme

Si Bede Griffith part en Inde en 1955, ce n'est pas seulement pour essayer d'y établir un monastère bénédictin, mais d'abord pour y chercher « l'autre moitié de son âme ». Immédiatement, il est frappé par le sens du sacré qui entoure toutes réalités, même les plus quotidiennes. Il évoque souvent la manière indienne, si belle et profonde, de se saluer, les mains jointes devant la poitrine, avec ce mot : *Namaste*, qui veut dire : « Dieu en moi salue Dieu en toi. »

Cette « autre moitié de son âme », c'est l'Orient de l'être, la dimension intuitive, contemplative, féminine de la nature humaine, capable de voir les choses et l'existence dans leur unité profonde, de percevoir la présence immanente de l'Absolu dans le monde et les êtres. Une dimension complémentaire de sa première « moitié », l'Occident, dominée par la rationalité, l'action, le principe masculin, la tendance à considérer Dieu dans sa transcendance, au-dessus et à l'extérieur des êtres et du cosmos.

D'un côté donc, un mode de connaissance intuitif et holistique, une révélation cosmique de Dieu, particulièrement développés dans le mysticisme hindou

et bouddhiste. De l'autre, une approche intellectuelle et analytique, une révélation historique de Dieu, caractéristique des traditions juive, chrétienne et islamique.

Pour le Père Bede, ces deux moitiés doivent être re-liées, « mariées », harmonisées. Au plan personnel, mais aussi collectif. Une condition sine qua non pour résoudre les problèmes complexes qui se posent à l'humanité, ouvrir des chemins nouveaux vers la paix et le respect de la nature, dans une vision plus juste de l'univers et du sens de la vie. D'où sa passion pour les découvertes du XX^e siècle en physique, biologie et psychologie, qui révolutionnent les conceptions du vivant et de la matière, de l'espace et du temps. Il se réjouissait de voir la pointe avancée de la science occidentale rejoindre les intuitions les plus profondes du mysticisme oriental.

Une Vérité, des visages

Cette approche unificatrice et synthétique est un trait majeur de l'esprit de Bede Griffith. Elle imprègne son regard sur les religions non chrétiennes. Quand il débarque en Inde, il a déjà lu les grands textes de la mystique orientale : *Vedas*, *Upanishads*, *Bhagavad Gita*, *Tao Te King*, *Dhammapada*, etc. Il les connaît trop pour adhérer à la prétention à l'exclusivité de la vérité d'un certain christianisme, mais pas encore assez profondément pour se départir de la position *inclusiviste*⁴ prônée par l'Eglise romaine. L'expérience indienne du Père Bede va bouleverser son regard. Il s'interroge sur l'échec des missions chrétiennes en Asie

4 • L'*inclusivisme* reconnaît des éléments de vérité dans les autres religions, mais seulement comme préparation à la révélation chrétienne qui va les accomplir.

et en comprend vite la raison : un héritage théologique et spirituel « eurocentrique » (sémitique, grec et romain) qui le rend simplement inaccessible. Ensuite, il découvre, en s'y immergeant, la profondeur et la vérité des traditions hindoue et bouddhiste comme chemins de réalisation spirituelle.

Le résultat de cette double prise de conscience est clair : s'il veut être universel, le christianisme doit non seulement vivre et exprimer le mystère de la Trinité dans des formes culturelles et des langages nouveaux (théologiques, liturgiques), mais aussi, plus largement, s'ouvrir à la présence de Dieu dans les religions non chrétiennes, à leurs richesses et à leur sagesse profonde. Une telle dynamique est, pour lui, la condition même de la survie de l'Eglise.

Au contact de l'Inde et des autres religions, ce que le Père Bede considérait auparavant comme une pluralité irréductible lui apparaît de plus en plus comme une diversité riche de sens, au sein d'une unité fondamentale. Par la méditation et son expérience interreligieuse, il arrive à la conviction que le même Esprit unit au plus profond les différentes traditions spirituelles : « Nous commençons à réaliser que la Vérité est une, mais qu'elle a de nombreux visages. Chaque religion est une face de cette Vérité une qui se manifeste par différents signes et symboles dans les diverses traditions historiques. »

Pour Bede Griffith, les religions offrent chacune une contribution propre et unique à la transformation de l'homme et du monde. Elles sont profondément complémentaires, comme les différentes couleurs au sein du blanc. Elles doivent donc non seulement apprendre à se connaître et à se respecter l'une l'autre, mais aussi se féconder mutuellement,

dans une découverte des richesses de l'autre et une redécouverte de ses propres trésors spirituels.

Comme les doigts d'une main

Il existe donc bien une unité des religions. Immanente (à la source) et transcendante (au-delà des formes). L'hindouisme, le bouddhisme, le judaïsme, le christianisme et l'islam sont pour lui les cinq doigts de la même main divine. Aux extrémités, extérieurement, ils sont très différents et séparés. Mais si, à partir de chaque doigt, on retourne vers le centre, le milieu de la paume, alors tous les chemins convergent. Il ne s'agit pas, bien sûr, de mélanger ou fusionner les doigts - ce serait du syncrétisme - mais de les transcender de l'intérieur. Les doigts sont de l'ordre de la foi et des

Repères biographiques

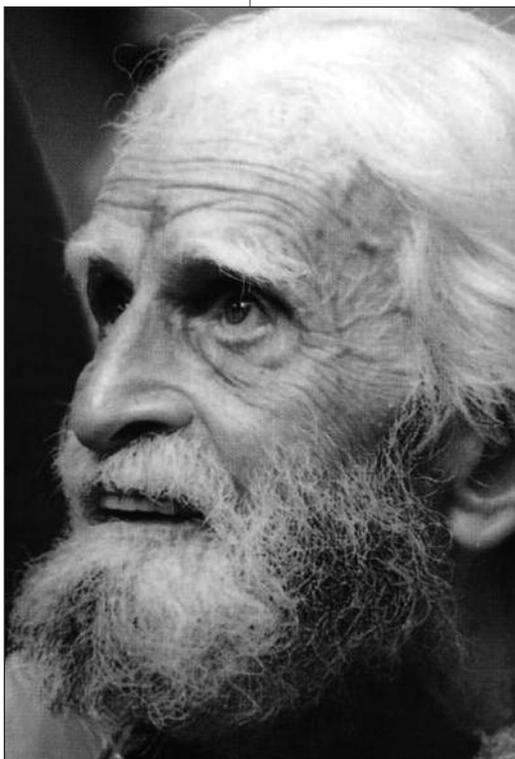
Bede Griffith est né en Angleterre en 1906, dans une famille de confession anglicane. Il aura pour tuteur, l'écrivain C.S. Lewis, qui jouera un rôle déterminant dans sa maturation spirituelle. En 1932, il se convertit au catholicisme et devient moine à l'abbaye bénédictine de Prinknash (centre de l'Angleterre). En 1955, à l'invitation d'un bénédictin indien, il part au sud de l'Inde pour y établir un monastère. Le projet échoue, mais il fonde avec Francis Mahieu, un cistercien belge, l'ashram chrétien de Kurishumala (rite syriaque), au Kerala. En 1968, il reprend la charge de l'ashram de la Trinité, fondé à Shantivanam (cf. note 2). Il lui donne sa véritable identité, un essor communautaire, un rayonnement international et une reconnaissance ecclésiale à travers son rattachement en 1982 à l'ordre des camaldules, branche autonome de l'ordre des bénédictins.

B. Griffith meurt en 1993, laissant derrière lui une dizaine d'ouvrages et plus de trois cents articles consacrés à la rencontre en profondeur entre la foi chrétienne, les mystiques orientales et la science occidentale. Un seul de ses livres a été publié en français : *Expérience chrétienne et mystique hindoue* (Cerf, Paris 1985).

croyances : un degré de la connaissance de Dieu qui dépend encore de signes, mots, rites, symboles et images. Ils servent à désigner la lune, mais ne doivent pas être pris pour elle, sous peine d'idolâtrie et de division. Car si vivre dans la Réalité ultime unit, s'arrêter au signe sépare.

La paume, en revanche, est de l'ordre de la *sagesse mystique* : une connaissance *de* et *dans* l'Esprit, directe, par expérience et participation, quand « nous nous élevons au-delà des images et concepts et que nous nous éveillons à la vérité elle-même ». C'est par la sagesse mystique que chaque religion peut transcender le dualisme, aller au-delà de tout ce qui la limite et conditionne, pour atteindre la Réalité ultime, le Mystère sacré et inconditionné qui la fonde.

Bede Griffith



« Tous ces mots - Brahman, Nirvana, Allah, Tao, Yahweh, Christ - sont incompréhensibles et dépourvus de sens pour ceux qui sont incapables de dépasser leur raison et de laisser le mystère divin briller à travers le symbole. C'est ce mystère qui se trouve au cœur des Evangiles et de toute l'évolution du christianisme. Ce mystère du Christ et de la Trinité, quand il est connu dans son fond ultime, est un avec le mystère de Brahman, Nirvana, Allah, Tao, Yahweh. C'est la même et unique Vérité, le seul Verbe. »

Se connecter à la Source

Le lieu où cette rencontre avec Dieu a lieu, et où les mystiques de toutes les religions se rejoignent, c'est, pour reprendre une métaphore des *Upanishads*, la « grotte du cœur ». Une « grotte » dont celle de Bethléem (où le Christ naît) et celle du tombeau (lieu de la résurrection) sont les symboles chrétiens. Pour Bede Griffith, on n'accède à cette « grotte », tréfonds de la conscience, que par la méditation. Celle-ci est la voie la plus pure de la connaissance intuitive, au-delà de tout concept et image, du dualisme de la raison et de la volonté, de l'espace et du temps. Là, dans cette « grotte du cœur », l'Esprit s'unit à l'esprit, le Christ - Verbe de Dieu - s'incarne dans l'être comme en Marie, la conscience se connecte à sa Source : le Père. La personne, autrement dit, entre dans la communion d'amour de la Trinité, participe comme en un miroir à ce que le Christ a vécu en plénitude et qui est, selon Bede Griffith, notre destinée divino-humaine : devenir et être fils et fille de Dieu, dans la profondeur de l'Esprit.

Cette expérience n'est, *de facto*, rien d'autre que le cœur même du mystère de l'*advaita* ou non-dualité - la fusion/

confusion impersonnelle entre le Soi divin et le soi individuel - sommet de la mystique hindoue.

Les Eglises ont souvent souligné l'incompatibilité entre l'*advaita* et le dogme chrétien qui considère comme irréductible la différence ontologique entre la personne et le Dieu créateur. Pour le Père Bede, cette compréhension moniste de l'*advaita* est incomplète et réductrice. A un niveau de conscience supérieur, proprement ineffable, elle rejoint en réalité l'intuition trinitaire la plus profonde. Car au cœur même de la non-dualité, où tout semble se réduire à l'Un indifférencié, il existe de la diversité, de la différenciation. Donc de la relation. L'*advaita*, c'est à la fois la multiplicité personnelle assumée dans l'unité de la Réalité ultime, et l'essence une de l'Être comme dynamique de communion.

C'est précisément ce que Jésus révèle : le Père (comme Source au-delà de tout nom et de toute forme) et le Fils (qui le manifeste) sont Un, l'un demeurant en l'autre, mais ils ne sont pas confondus. L'amour de l'Esprit est la plénitude de leur unité exprimée par leur communion personnelle. Par cet Esprit qui nous est communiqué, nous pouvons participer à cet amour qui est l'être même de Dieu, amour qui nous unifie et nous unit aux autres, nous établit dans une relation de non-dualité avec nos frères et sœurs ainsi qu'avec toute la création. L'amour est donc le sommet de l'*advaita*, la clé de l'unité, la voie parfaite de la connaissance.

La joie de l'amour

A la fin de sa vie, en décembre 1992 et février 1993, le Père Bede a eu deux attaques cérébrales. Il les a vécues comme des expériences spirituelles majeures. L'occasion d'une ouverture infi-

nie du cœur, une percée définitive vers le féminin de son être, vers la « Mère » telle que l'a incarnée la Vierge Marie, tout à la fois Mère de Dieu, de la nature, de la terre, du monde vivant, de l'humanité. Dans cette lumière, il a redécouvert de façon plus profonde ce qu'il avait perçu dans sa jeunesse fascinée par le romantisme : la sacralité du cosmos, du corps et de la sexualité comme lieux d'expérience du divin.

En 1990, il écrivait à un ami : « Je me trouve dans le Vide, mais ce Vide est totalement saturé d'amour. » Ses attaques cérébrales ont comme brisé les dernières « digues » de son ego qui empêchaient cet amour de se répandre. Ses proches ont tous été frappés par la lumière qui irradiait de son visage, l'« énergie sacrée » et l'amour qui émanaient de son être, s'exprimant d'une manière très libre, en toute spontanéité. « Je sens que Dieu a créé un amour et une compréhension en nous dont je n'ai jamais fait l'expérience avant et qui accomplit ma vie. C'est un plan d'amour total, de don total de soi dans l'amour. »

Au crépuscule de sa vie terrestre, le Père Bede n'aimait pas seulement, il était amour. Devenu transparent au flux incessant et au feu éternel de l'amour divin, il incarnait en plénitude et à l'image du Christ le sens de son nom indien, *Dayananda* : la félicité de la compassion, la joie de l'amour.

M.-M. E.

Entrechoc des valeurs

Musulmans en Europe

●●● **Thierry Schelling s.j.**

Les autorités du Land de Bade-Wurtemberg imposent désormais à ceux qui désirent devenir citoyens allemands un questionnaire pour le moins contesté, car semblant viser les musulmans en particulier. Cette démarche a l'avantage de mettre en lumière la difficulté de concilier en une seule personne deux modes de valeurs culturelles parfois contradictoires, issus des mondes chrétien-occidental et islamo-oriental.

Le début de l'année a été rude pour les musulmans en Allemagne ! Le ministre de l'Intérieur du Land de Bade-Wurtemberg, Heribert Rech (CDU), a élaboré un manuel de trente questions à l'intention des candidats à la naturalisation dont le but est la « vérification » de leur adhésion à certaines valeurs de base de la culture occidentale, mais dont le contenu est jugé abusif à l'encontre, notamment, des musulmans.

« Une épouse doit obéir à son mari qui peut la battre si elle lui désobéit ; qu'en pensez-vous ? » ; « Laisseriez-vous votre fille participer aux cours scolaires de natation et de gymnastique ? Si non, pourquoi ? » Telles sont, parmi d'autres, les questions soumises aux candidats à la naturalisation allemande de Stuttgart et environs depuis le 1^{er} janvier 2006.

Le Conseil central des musulmans d'Allemagne a dénoncé cette procédure : « Il s'agit d'une claire discrimination et stigmatisation des musulmans », a déclaré Nadeem Elyas, alors son président.¹ Selon lui, nombre de questions sont piège et les concernés y répondront peut-être selon les lois en vigueur en Allemagne, se réservant *ensuite* le droit d'agir selon leur gré !

Les demandes du manuel touchent des points sensibles dans la rencontre culturelle entre musulmans et occidentaux : place de la femme, éducation des

enfants, adhésion aux principes démocratiques, etc. H. Rech explique très réalistement : « Une immense majorité [de musulmans vivant en Allemagne] ne constituent aucun danger [mais] d'autres organisent en revanche des sociétés parallèles, dissimulées [qui soutiennent] des mouvements extrémistes, voire terroristes. »² On peut se demander pourquoi et se rappeler l'effarement de nombreux Allemands de découvrir que Hambourg avait servi de plaque tournante pour les terroristes du 11 septembre.

Inexorable tension

Si l'Etat a le devoir de faciliter l'équilibre entre les différences culturelles et religieuses de ses citoyens, les moyens pratiques pour gérer un sentiment commun d'appartenance au-delà de la diversité ne sont pas toujours très clairs. Et qu'en est-il du fond du débat ?

Le cadre du questionnaire est le suivant : « La reconnaissance de l'ordre libéral et démocratique de la loi constitutionnelle

1 • En février 2006, le nouveau président a été élu en la personne de Ayyub Axel Köhler.

2 • **P. Rodrick**, « Indignation en Allemagne : musulmans discriminés », in *La Tribune de Genève*, 19 janvier 2006, p. 9.

de la République fédérale d'Allemagne comprend l'assentiment à l'ordre de valeurs de la loi fondamentale dont le contenu est valable pour tous les Etats de l'Union européenne. »

A relever une première tension inexorable entre la portée de la « loi fondamentale » et la Déclaration des droits humains d'une part, et l'islam de l'autre : pour les premières, l'individu se construit indépendamment de toute appartenance à un groupe ou à un clan, à une religion ou à un système de pensée, à une ethnie ou même à un rôle social défini, et voit ainsi ses droits respectés *per se* tant qu'il ne nuit pas à la liberté d'autrui. Mais en islam, le décalquage des autres (communauté familiale, sociale, religieuse) est plus prépondérant. C'est le groupe qui alimente la pensée et le comportement de l'individu de façon plus déterminante. On peut dès lors saisir en quoi il est difficile pour un musulman de concilier sa fidélité aux valeurs préconisées par sa religion et celles défendues par un Etat laïc occidental.

Quand on est Turc, père de famille et vivant en Allemagne, comment accepter un seul ordre de valeurs alors qu'il faut tenter de concilier deux ordres, l'un produit d'une chrétienté occidentale et dans lequel on baigne, et l'autre héritage d'un Orient islamique influant notre conscience ?

Le nœud des deux-tiers des questions du manuel allemand porte sur le rapport homme-femme, décliné en père-fille, époux-épouse, frère-sœur. Il est évident que l'égalité et la parité entre l'homme et la femme sont des concepts différemment sensibles dans les deux *Weltanschauungen* de l'Occident et de l'Orient. Or, aujourd'hui, « combien de tabous barrent encore la promotion et l'émancipation réelle des femmes »³ dans ces deux univers : les chiffres effrayants de la maltraitance des femmes en Europe⁴ ou les centaines de Rania al-Baz⁵ démontrent que ces valeurs ne sont pas encore totalement acquises de part et d'autre de la Méditerranée !

Ajustage des valeurs

Aujourd'hui, en Europe, force est de constater qu'il y a bel et bien « frottement » entre cultures islamique et occidentale. C'est dans l'interprétation *en actes* des concepts de valeur et de dignité humaines, plutôt que dans leurs principes, que le bât blesse.

Mosquée de Berlin



3 • M. Chebel, *Manifeste pour un islam des lumières*, Hachette, Paris 2004, p. 45. Le statut de la femme est le sujet de la 10^e revendication de son manifeste (pp. 77-83).

4 • Cf. <http://www.cyes.info/liens/maltraitance.php#femmes>.

5 • Du nom de cette speakerine-vedette saoudienne qui, battue par son mari, a permis la publication des photos de ses blessures en avril 2004, déclenchant un vif débat dans le Royaume.

Globalement, personne ne conteste les dix-neuf articles de la *Déclaration universelle*,⁶ mais les cultures et environnements multiples les interprètent de manière fort différente, donnant lieu à un panel de comportements apparemment contradictoires. Dans le cas d'un groupe minoritaire habitant dans un espace culturel différent du sien, si le dialogue n'est pas guidé patiemment au cas par cas, la gangrène du préjudice et de la xénophobie peuvent facilement se développer, et cela dans les deux camps. Un comportement humain défini (l'interdiction de piscine pour sa fille, battre sa femme...) sourd d'une adhésion, plus ou moins articulée, de cœur et d'esprit (pour ne pas dire, de conscience) à un ordre de valeurs gradué qui est à la fois hérité et tributaire du milieu culturel et du niveau d'éducation de la personne concernée.

Dans le Land de Bade-Wurtemberg, la cohabitation entre les près de 550 mille Turcs et ex-Yougoslaves musulmans et les plus de 9 millions d'habitants de culture chrétienne n'est pas juste une question de deux cultures « compartementalisées » entre « étrangère et musulmane » d'un côté, et « allemande et chrétienne » de l'autre. Les Turcs en sont à la deuxième, voire troisième génération, et leurs enfants sont scolarisés selon le système allemand - et sont donc de culture et de langue allemandes et d'origine turque. De fait, ils tentent de conjuguer la rencontre de deux ordres de valeurs.

Or le bien-fondé de l'un est régulièrement remis en question par l'autre et requiert un choix. Manger des *Bratwürste*, participer à l'*Oktober-Fest* remet-il en cause les règles alimentaires coraniques observées en famille ? Permettre que sa fille intègre le programme d'éducation physique de l'école ou lui préserver sa pudeur et l'honneur de la famille ? Chan-

ter l'hymne national allemand et son *Deutsche Frauen, deutsche Treue, deutscher Wein...* lorsque l'on est une convertie à l'islam ?

On peut assister à un dialogue fructueux entre deux systèmes en apprenant à réordonner certaines valeurs. Mais si l'on se crispe, cela peut engendrer une crise et conduire à une sous-culture « patchwork », faite de choix arbitraires, selon un critère du « plus profitable » et du « moins douloureux ». Ce re-questionnement est souvent vécu par le concerné comme déséquilibrant et menaçant pour sa propre identité, c'est-à-dire sa religion et sa culture, engendrant logiquement une fixation, voire une rigidité de pensée, qui se traduit ensuite dans les actes. Et c'est le plus faible (l'enfant, la fille, la sœur, la femme...) qui fait souvent les frais de ce malaise.

On préfère alors vivre culturellement de bric et de broc, en parallèle, voire en porte-à-faux (pour ne pas dire en ghettos), plutôt que de chercher à s'accommoder de façon synthétique (l'être humain n'aime pas le changement !). C'est donc moins le non-désir de s'acculturer que la peur de perdre un tant soit peu sa raison d'être qui dicte un comportement « traditionaliste ».

Le concerné, qui se trouve entre deux cultures et qui est confronté au choc de deux ordres de valeurs, se transforme en une sorte d'hybride culturel. Une phase intermédiaire *inévitabile* lorsque deux entités se croisent mais qui, accompagnée,

6 • Un bémol, le monde musulman a produit des chartes parallèles : la Déclaration de Dacca sur les droits de l'homme en islam (1983), la Déclaration du Caire sur les droits de l'homme en islam (1990), la Déclaration sur les droits et la protection de l'enfant dans le monde islamique (1994), la Convention de l'organisation de la Conférence islamique pour combattre le terrorisme (1999).

peut engendrer un système biculturel nouveau, muni d'un ordre de valeurs modifié par rapport à son héritage, mais en phase d'équilibre, et dont le leitmotiv serait : « Je suis Allemand, d'origine turque et de religion musulmane. »

L'article 1 de la *Déclaration des droits humains* peut servir de tamis dans la création de ce nouveau système, abrogeant ce qui lui est étranger dans l'un ou l'autre ordre de valeurs et promouvant l'intégration d'autres valeurs consonantes des deux mondes.

Ce difficile ajustage entre la fidélité à ses pères/paires et l'adaptation à son environnement peut expliquer le pourquoi de beaucoup de comportements apparemment contradictoires sur des questions de société : pour les uns, interdiction de piscine, port du voile, battre sa femme seront « religieusement/culturellement corrects » ; pour les autres, leur contraire sera... tout aussi juste !

Compromis

Aujourd'hui, il est pédagogique de permettre aux uns et aux autres de mieux connaître leur ordre de valeurs pour autant que le désir de mieux vivre ensemble - et non pas juste de cohabiter - soit le seul vrai programme de fond recherché. En cela, un Etat a le devoir d'offrir la plate-forme d'échanges et de réflexion pour assurer l'harmonie entre ses composantes, et pourquoi pas par le biais de la formulation de questions ciblées qui touchent aux cordes culturelles sensibles de tous ses citoyens.

Mais alors, une telle enquête devrait englober tous les concernés et non pas se focaliser sur une ethnie ou un groupe religieux en particulier.⁷ Ce à quoi souscrit entièrement Heribert Rech, en précisant tout de même que dans son Land, la majorité des demandes de naturalisation émane de candidats provenant... de pays musulmans !

Si la résistance de la part de l'immigrant inquiète les instances civiles, les préjugés et la xénophobie de la part des hôtes sont tout autant à surveiller, voire à juguler, pourquoi pas au moyen d'un questionnaire sur l'ordre des valeurs des autochtones... A quand un vrai débat de société qui ne tombe pas dans la platitude irénique de « tout le monde, il est beau, tout le monde il est gentil *tant que...* », mais qui définisse, ouvertement les véritables différences et tente de chercher un *modus vivendi* raisonnable ? Sur la base de valeurs de fonds (paix, liberté, sécurité financière) déjà partagées par tous, musulmans et chrétiens, Orientaux et Occidentaux, ne pourrait-on pas échanger sur la variété de leurs expressions ? Les compromis ne sont pas synonymes de compromissions...

Th. Sch.

Consultez notre site
Internet !
www.choisir.ch

7 • La déclaration commune des diocèses catholiques de Rottenburg-Stuttgart et de Freiburg im Breisgau va dans ce sens.

« Femmes dans l'Eglise » jette l'éponge

● ● ● *Sœur Uta Teresa Fromherz, Menzingen (ZG)*
Membre de la Commission
« Femmes dans l'Eglise » de 1995 à 2006

Au début mars, six des sept membres de la Commission « Femmes dans l'Eglise » de la Conférence des évêques suisses ont démissionné. Déçues et frustrées, elles avaient l'impression de n'être plus qu'une « commission alibi ». Une des démissionnaires explique ici les raisons de cette décision. Ce coup d'éclat témoigne d'une malaise et d'une mutuelle incompréhension : malgré toutes les déclarations de part et d'autre, la situation de la femme dans l'Eglise catholique fait encore problème.

Le 15 novembre 2005, la Commission « Femmes dans l'Eglise » (CFE) tenait sa 50^e Assemblée plénière. Le représentant de la Conférence des évêques suisses (CES) déclarait en passant : « La Commission "Femmes dans l'Eglise" pourrait être transformée en un conseil de la CES » - « Aurions-nous encore le droit et la possibilité d'avoir des contacts avec des femmes et des groupes de femmes de la base ? » - « Non, cela ne sera plus possible. »

Nous couper du dialogue avec d'autres femmes ? Nous ne le voulions pas ! Au contraire, nous souhaitions faire remonter auprès des évêques ce que vivent et pensent les femmes les plus diverses.

Les débuts de la CFE

Après quelques travaux préparatoires, la Commission « Femmes dans l'Eglise » avait débuté dans l'enthousiasme en 1989. Les statuts lui assignaient trois buts : « 1) La Commission "Femmes dans l'Eglise" est l'organe consultatif de la Conférence des évêques suisses pour les questions concernant la place et la mission des femmes dans l'Eglise. 2) La CFE examine, par mandat ou sur sa proposition et avec l'accord de la Conférence des évêques, des questions concernant la pastorale et la vie ecclésiale ou sociale qui ont de l'import-

tance pour toutes les Eglises locales suisses. Elle présente à la Conférence des évêques les résultats de son travail et lui soumet des propositions concrètes. 3) La CFE entretient des contacts avec des femmes de milieux, d'organisations et de mouvements différents. »

Les évêques avaient nommé quinze femmes à la CFE, d'âges divers, issues de milieux civils et ecclésiaux variés, de plusieurs nationalités et professions. Elles devaient représenter les femmes catholiques, ce qu'elles vivent, ce qu'elles pensent.

Si le projet semblait raisonnable et démocratique, il s'est avéré extrêmement exigeant pour une Commission qui devait travailler unie, en vue d'un but commun. Occupées par leurs engagements professionnels et familiaux, les plus jeunes de ces femmes n'avaient guère la possibilité de participer à des séances d'une journée entière. Les démissions et les nouvelles nominations entraînaient de nombreux changements. Les membres de la Commission devaient rédiger elles-mêmes, à tour de rôle, les P.V. de leurs rencontres, et c'est seulement en 1999 qu'un représentant de l'Institut de sociologie pastorale fut mandaté comme secrétaire de session.

Selon les statuts, les évêques auraient dû consulter régulièrement les femmes sur les questions concernant la vie so-

ciale et ecclésiale. Ce ne fut pas le cas. Par contre, la CFE entretenait des contacts suivis avec des femmes issues de divers milieux, comme La Ligue suisse des femmes catholiques, la Conférence femmes de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse, le Groupe de travail des femmes pour les questions d'Eglise à Bâle (KFF).

En 1996, au terme du mandat des premiers membres, les deux co-présidentes de l'époque élaborèrent trois modèles en vue d'intensifier les relations de la Commission avec les femmes de la base, d'une part, et avec la CES, d'autre part. Le seul résultat des discussions avec la CES fut la promesse qu'avant chaque Assemblée de la CES, le secrétariat général soumettrait aux deux co-présidentes l'ordre du jour, de façon à ce que la Commission puisse prendre position sur les divers points. Une promesse régulièrement oubliée. Lorsqu'il était envoyé, l'ordre du jour n'arrivait qu'au dernier moment et les objets étaient à ce point verrouillés, qu'il était impossible pour les femmes de faire valoir leur point de vue. Ce n'est que des semaines, voire des mois plus tard, que le représentant de la CES donnait une information au cours d'une Assemblée plénière de la CFE.

Motivation

De nombreuses femmes quittent aujourd'hui l'Eglise, après mûre réflexion, souvent en proie à une sainte colère. Parce qu'elles ne se sentent pas prises au sérieux, elles préfèrent vivre leur foi et leur vie spirituelle en dehors de l'Eglise. Faire entendre la voix de ces femmes, n'était-ce pas précisément le rôle de la Commission « Femmes dans l'Eglise » ? Et comment motiver les femmes à s'engager dans l'Eglise ?

En se posant la question, la CFE a pris acte de l'importance des relations : les femmes veulent trouver dans l'Eglise des communautés vivantes, où elles peuvent vivre leur foi dans un climat de confiance et de mutuel échange. Pour cela, il est important que les autorités ecclésiales parlent un langage qui tienne compte de la culture et de l'expérience des gens.

De nombreuses femmes se sentant blessées, il était donc inévitable que la CFE aborde la question de l'exclusion canonique des femmes des ministères ordonnés. La Commission s'est intéressée à l'enseignement du Nouveau Testament, au rôle des femmes dans l'Eglise primitive et surtout au ministère des diaconesses. Quelles sont les raisons qui excluraient certaines femmes de l'ordination diaconale ? En 1997, la CFE a participé à un congrès, à Stuttgart, sur le thème : *Le diaconat, un ministère d'Eglise pour les femmes - Un ministère féminin légitime ?* Une participation qui fut très stimulante.

Du côté des autorités ecclésiastiques, on nous a rétorqué qu'il n'y a qu'un sacrement de l'ordre, un seul *ordo*, avec trois degrés, le diacre, le prêtre et l'évêque. Celui ou celle qui ne peut pas devenir prêtre ou évêque, ne peut pas être diacre ou diaconesse. Le Canon 1024 dit : « Seul un homme baptisé reçoit valablement l'ordination sacrée. » Ce que nous avons compris ainsi : « S'engager uniquement pour l'ordination de femmes au diaconat est *trop peu*. Si on ordonne une femme, c'est alors en vue de tous les degrés de l'ordre. »

Après que nous avons remis notre document sur le diaconat des femmes, Mgr Kurt Koch nous a reçues, sur notre demande, le 27 juin 2003, pour une discussion dogmatique. Avec beaucoup de précautions, il nous a exposé les ar-

guments des adversaires de l'ordination des femmes. Nous avons senti une certaine compréhension de sa part.

Autres thèmes

En 1997, nous nous sommes vivement intéressées à la Deuxième Assemblée œcuménique européenne à Graz, et, en 1999, nous nous sommes exprimées lors de la Consultation œcuménique sur l'avenir social et économique de la Suisse, en insistant sur l'importance de la recherche génétique.

En 2001, dans le cadre d'un communiqué à propos de la loi sur l'interruption de grossesse, nous avons adressé aux évêques notre prise de position. Tout en reconnaissant que du point de vue éthique l'interruption de grossesse est un mal, nous étions convaincues que dans une société déchristianisée, elle devait être décriminalisée. Du moment que la vie intra-utérine n'est pas une abstraction, la protection de la vie signifie nécessairement la « protection des femmes enceintes ». Comme chacun le sait, la menace de sanctions ne protège pas la vie intra-utérine. L'interruption de grossesse est un douloureux pis-aller. Dans ce cas, vouloir parler de faute exige que l'on parle aussi de la responsabilité du père de l'enfant.

En 2001, nous avons invité pour un échange la représentante de l'Association des femmes touchées par le célibat des prêtres (ZöFra). De même, nous avons toujours dialogué avec des femmes qu'il nous semblait important de rencontrer, comme par exemple M^{me} Helene Schüngel-Straumann, professeure émérite d'exégèse de l'Ancien Testament.

En novembre 2003, dans une lettre adressée au président de la Conférence des évêques, nous avons pris position en faveur de la déclaration du Synode de l'Eglise catholique-romaine du canton de Lucerne qui, par souci pastoral, s'était prononcé en faveur de l'abolition du célibat obligatoire pour les prêtres diocésains et s'était engagé pour l'ordination des femmes. Pour toute réponse, les évêques nous ont renvoyées à l'Eglise universelle où les opinions au sujet du célibat obligatoire sont divisées et l'ordination des femmes exclue pour les motifs dogmatiques que l'on sait.

Le document du cardinal Ratzinger du 31 mai 2004 sur *la collaboration de l'homme et de la femme dans l'Eglise et dans le monde* nous a semblé malheureux. Il ne s'agit pas de collaboration mais, d'une façon générale, de soumission des femmes aux hommes, aux clercs surtout. Le document s'efforce en particulier de montrer pourquoi l'ordination des femmes est impossible.

Réagissant sur de nombreux points particuliers, nous avons rédigé avec beaucoup de soin une prise de position, que nous avons adressée directement à Rome, avec copie au président de la CES. Rome ne nous a pas répondu ; seul le président de la CES a reçu une brève réponse, dont nous avons enfin pu obtenir une copie suite à notre demande expresse. On nous a dit que du moment que nous étions subordonnées à la CES, il nous fallait suivre la voie de service. Rome demandait aussi au président de la Conférence des évêques de nous convaincre de notre erreur.

En 2005, nous avons participé activement à un groupe de travail œcuménique, qui a édité en juin 2006, au Theologischer Verlag Zürich (TVZ), une publication à l'intention des aumôniers et du personnel soignant qui accompagnent des parents en cas de mort périnatale.

Enfin, nous nous sommes penchées sur les questions en lien avec l'assistance au décès et avec l'euthanasie. Les évêques nous ont reproché d'arriver trop tard ; ils avaient déjà rédigé un document. Nous pensions à une lettre pastorale qui aurait traité de la dimension sociale et économique du déni de la souffrance, de l'invalidité, de la douleur, de la vieillesse et de la mort, et qui aurait fait prendre conscience de la manière dont les chrétiens peuvent intégrer dans leur vie privée et sociale la souffrance et les personnes qui souffrent.

Les évêques n'ont pas besoin de la CFE

Dès 2001, le nombre des membres de la CFE est passé à huit, puis à sept en 2004. Les défuntes et les démissionnaires en fin de mandat n'ont pas été remplacées. Des années durant, la CES n'a pas trouvé le temps de nommer de nouveaux membres, bien que la Commission ait proposé des noms. Alors qu'autrefois la CES acceptait sans autre les suggestions de la Commission, les personnes proposées sont actuellement exclues. Le changement au secrétariat général de la CES en 2001 a été pour nous une douche froide.

Nous attendions des nouveaux membres qu'elles partagent nos préoccupations au sujet de l'Eglise, qu'elles soient francophones ou germanophones et qu'elles comprennent l'autre langue sans avoir besoin de traduction (du moment que les sujets abordés sont difficiles, les membres de la Commission doivent pouvoir disposer de suffisamment de temps). En 2005, nous étions un groupe de femmes de formation universitaire, engagées dans l'Eglise, en âge d'être grands-mères, c'est-à-dire à un âge où une femme dispose d'une capa-

cité d'action et d'une expérience considérables. Depuis un certain temps déjà, nous avons pris conscience que les évêques n'attendaient pas grand-chose de la Commission et qu'ils ne s'intéressaient pas à ce que nous faisons. Nous souhaitons apporter notre contribution au débat sur toutes les questions de la vie ecclésiale et sociale et représenter auprès de la CES les points de vue des femmes et leur expérience. Mais on ne nous a plus confié de mandat. La manière dont la Commission concevait son travail ne correspondait pas à celle de la CES.

Nos divers travaux n'ont fait qu'accentuer notre malaise dans l'Eglise. Par « Eglise », nous entendons uniquement l'Eglise des clercs, des évêques et de l'administration vaticane. Car nous croyons que Jésus-Christ voulait une communauté de frères et de sœurs dans laquelle il était normal, dès le début, que les femmes participent au même culte que les hommes, qu'elles reçoivent les mêmes sacrements et qu'elles assument les mêmes responsabilités, contrairement aux usages patriarcaux du judaïsme et, plus tard, de l'islam.

L'Eglise a besoin de ministres, elle a besoin de diacres qui assument des tâches sociales, de curés et d'évêques qui président les communautés et qui distribuent les sacrements. Nous espérons une Eglise fraternelle, dans laquelle les hommes et les femmes, chacun avec son charisme propre, puissent servir l'Eglise dans tous les ministères.

U. T. Fr.

(traduction : P. Emonet)

Quand le Nicaragua était une grande école

Rencontre avec le Père Cardenal s.j.

●●● **Jacques Berset**, Fribourg
Journaliste, agence « APIC »

Au cœur du développement, il y a l'alphabétisation. Fort de cette conviction, le régime sandiniste nicaraguayen s'était lancé, il y a 25 ans, dans une vaste campagne nationale d'éducation. A sa tête, Fernando Cardenal s.j. qui raconte cette épopée. Beau souvenir d'un temps révolu ? Le Père jésuite ne veut pas perdre espoir.

« Il y a un quart de siècle, au moment de la campagne d'alphabétisation, le Nicaragua sandiniste était en état d'éducation », lance le Père Fernando Cardenal,¹ jésuite nicaraguayen. Et de relever que le pays tout entier, devenu une grande école, voulait alors en finir avec le problème social de l'analphabétisme, hérité de la dictature de Somoza.

Quand il parle de ce printemps de 1980, au temps où il était à la tête de la Croisade nationale d'alphabétisation (CNA), le Père Cardenal devient lyrique. En mobilisant quelque 60 000 jeunes, la grande geste épique de la CNA permit, en l'espace de quelques mois, d'alphabétiser 400 000 personnes et de faire descendre le taux d'analphabétisme au Nicaragua de 51 % à 13 %.

Le visage buriné de l'ancien ministre de l'Éducation du Nicaragua s'assombrit cependant : il brandit *La Prensa*, qui avance en première page le chiffre d'un million d'enfants qui ne vont pas à l'école dans le Nicaragua d'aujourd'hui... *Un million fuera de aulas.* « Plus d'un million d'enfants et de jeunes pourront voir seulement de loin le bleu et blanc de l'uniforme scolaire. »,² écrit début 2006 le

quotidien conservateur, soutien du gouvernement libéral du président Enrique Bolanos.

Aujourd'hui, avec un taux d'analphabétisme proche de 40 %, le Nicaragua libéral, qui plie sous les fourches caudines du Fonds monétaire international (FMI), accumule les retards dans le domaine de l'éducation. Nombre d'enfants ne fréquentent plus l'école car, contrai-

- 1 • Le Père Fernando Cardenal, sous la pression des évêques nicaraguayens, puis du Vatican, fut suspendu de ses fonctions sacerdotales en 1984. Il le fut également de la Compagnie de Jésus pour avoir refusé de renoncer à ses fonctions ministérielles dans le gouvernement sandiniste à un moment où le Nicaragua était soumis aux attaques incessantes de la Contra, les groupes terroristes soutenus par les États-Unis. Souhaitant être réintégré au sein des jésuites, sa « famille », il confirma ses vœux religieux après un an de noviciat parmi les populations pauvres du Salvador. Il vit au sein de la communauté jésuite de Managua et dirige le mouvement d'éducation populaire Fe y Alegria (Foi et joie).
- 2 • Selon José Antonio Zepeda, secrétaire général de l'Association nationale des éducateurs du Nicaragua (ANDEN), aux 825 000 élèves qui ont été exclus de l'école l'an dernier, il faut ajouter les 200 000 qui ont quitté les classes durant l'année et les quelque 50 000 enfants qui n'ont pas pu y entrer cette année, faute de classes disponibles.

rement à ce que dit la Constitution nicaraguayenne et le Code de l'enfance et de l'adolescence, la gratuité de l'école publique n'est plus de mise au Nicaragua : les parents doivent payer une contribution « volontaire », qui sont des paiements obligatoires déguisés. Or les familles pauvres - au Nicaragua, plus de la moitié de la population vit avec moins de deux dollars de revenu quotidien - ne sont pas en mesure de payer les cahiers, les livres, les souliers et l'uniforme réglementaire.

Condition du développement

« La Banque mondiale nous dit qu'il n'y a pas de pays qui arrive au développement économique s'il n'investit pas sérieusement dans l'éducation », avertit le Père Cardenal. Ainsi, lorsque l'on passe la frontière entre le Costa Rica et le Nicaragua, on se rend tout de suite compte que l'on arrive dans un autre pays. Pourquoi ? « La réponse est simple, explique l'ancien ministre nicaraguayen de l'Éducation : au Costa Rica, on investit clairement dans l'éducation depuis la fin du XIX^e siècle, tandis qu'au Nicaragua, même si nous sommes au XXI^e siècle, on ne fait pas cet effort. »³

Certes, du temps de la dictature de Somoza, ce n'est pas l'argent qui manquait pour l'éducation - les prix du café, du coton, de l'or atteignaient alors des sommets - mais il n'y a jamais eu de volonté politique. Selon l'UNESCO, le taux de scolarisation au Nicaragua était de 45 % en 1976, soit l'un des plus bas

d'Amérique latine, la situation étant plus défavorable seulement au Honduras, au Guatemala et en Haïti.

« A l'époque, le Nicaragua connaissait une croissance économique très forte. Le pays ne subissait ni guerre civile ni embargo imposés de l'extérieur, comme plus tard du temps des sandinistes. Il y avait au contraire un appui économique de la part des États-Unis... Et pourtant, seulement 1 % des écoles de la campagne - là où il y en avait ! - offrait un cursus scolaire complet jusqu'à la sixième primaire ! » La situation de l'école était donc un véritable désastre sous Somoza, alors que paradoxalement le pays connaissait une croissance économique. Le phénomène s'inversa sous le régime sandiniste. En été 1979, quinze jours après l'arrivée au pouvoir de la Révolution sandiniste, le Père Cardenal reçut un « ordre » : « Tout le pays doit être alphabétisé. » Il faut rappeler, note Fernando Cardenal, que la guerre contre la dictature avait fait de nombreuses victimes et laissé de nombreuses destructions ; de plus, Anastasio Somoza s'était enfui du pays en prenant tout l'argent disponible.

Le Père Cardenal présente « La Prensa »



3 • L'Assemblée nationale a approuvé seulement 600 nouveaux postes d'enseignants pour l'année en cours, alors qu'il en manque près de 30 000, a déclaré à l'APIC un député du parti libéral au pouvoir.

« Le nouveau gouvernement n'avait pas d'argent, mais il s'était engagé envers le peuple. Les révolutionnaires avaient promis aux paysans, qui avaient toujours été mis de côté, qu'en cas de victoire, ils viendraient dans la montagne leur apprendre à lire et à écrire », témoigne le jésuite aux cheveux blancs.

Une nouvelle école tous les trois jours

C'est alors que le gouvernement a décidé d'y envoyer les jeunes pour mener la campagne d'alphabétisation. « On m'a dit de tout organiser. C'était l'époque où l'on construisait deux salles de classe par jour, une école primaire de six degrés tous les trois jours ! »

Le gouvernement décrète que tous les enfants doivent au moins terminer la quatrième primaire et il initie le programme bilingue et biculturel pour les populations indigènes de la Côte Atlantique. Noirs créoles de langue anglaise, Indiens Miskitos, Sumos et Ramas ne pouvaient, auparavant, fréquenter que les écoles en langue espagnole, une langue qu'ils ne comprenaient pas... Ce programme, respectueux de leur culture et bilingue jusqu'à la quatrième primaire, était un vrai luxe pour un pays si pauvre, relève Fernando Cardenal.

Pour éviter la compétition avec les écoles des quartiers riches et empêcher toute discrimination, le gouvernement imposa le port d'un uniforme unique. « Aucun enfant ne devait jamais plus être humilié à cause de son uniforme. Tous égaux ! Cela paraît peu de chose, mais c'était immense pour les pauvres... »

Il fallait pour appliquer ce programme, rappelle le Père Cardenal, au moins 60 000 jeunes alphabétiseurs volontaires, prêts à aller vivre dans la montagne, auprès des paysans, dans des condi-

tions souvent précaires. Or les *contras* - les contre-révolutionnaires - avaient menacé de tuer ceux qui allaient enseigner à lire et à écrire dans la montagne « et de leur arracher les yeux avec leurs crayons ! ».⁴

Malgré les difficultés de la tâche et ces menaces, 60 000 jeunes se déclarèrent prêts à vivre cinq mois dans la montagne, dans les maisons très pauvres des paysans, lance-t-il admiratif. Chaque groupe de 30 jeunes *brigadistes* - une *escuadra* - était accompagné d'un maître d'école qui les appuyait. « On a fait tout cela sans argent, mais avec un grand cœur, de la solidarité ! » Cette campagne volontariste a notamment bénéficié de l'appui du célèbre pédagogue brésilien Paulo Freire, qui travaillait à l'époque au Conseil œcuménique des Eglises, à Genève, et elle a été récompensée par l'UNESCO du prix Nadeshda Krupskaya.

Débâcle...

Très rapidement cependant, face à la guerre des années 80, la devise de la campagne d'alphabétisation, *Transformer l'obscurité en clarté*, a été remplacée par le slogan, *Tout pour les fronts de guerre*. Les pauvres ressources du pays allaient s'épuiser et provoquer l'effondrement économique, puis l'arrivée au pouvoir des forces néolibérales. Aujourd'hui, plus de quinze ans après la défaite électorale du sandinisme, les idéaux de solidarité envers les plus pauvres et les plus nécessiteux ont été remplacés par le culte exacerbé de l'individu. Jamais la richesse n'a été aussi mal redistribuée au Nicaragua.

4 • Une soixantaine de jeunes allait mourir durant cette croisade nationale, neuf d'entre eux exécutés par les bandes armées de la Contra, soutenues par le président Reagan.

Les pauvres à Managua, qui grappillent dans les décharges d'Acahualinca survolées par les urubus, les vautours noirs, ou qui se regroupent en bandes près des feux de signalisation pour y vendre ce qu'ils peuvent, n'ont jamais été aussi nombreux. La population (70 % des Nicaraguayens ont moins de 30 ans) a en partie perdu le souvenir des conquêtes de la révolution sandiniste dans le domaine de l'éducation ou de la santé. Dans les hôpitaux publics, en grève depuis novembre dernier, les carences sont telles que les parents des patients doivent apporter le plasma et jusqu'au fil de suture pour la chirurgie, quand on trouve encore des médecins qui veulent opérer... De la réforme agraire, qui voulait redistribuer la terre aux paysans qui la cultivaient, il ne reste plus grand-chose : des anciens gros propriétaires - parfois même des sandinistes reconvertis en nouveaux riches - ont racheté ces terres, alors que les dépossédés, une nouvelle fois, s'entassent dans les bidonvilles.

... et espérance

Cependant le Père Cardenal, même s'il exprime sa frustration face à ce qui est advenu de la Révolution sandiniste - la corruption d'une partie des dirigeants du Front sandiniste (FSLN), incarnée par Daniel Ortega « qui a complètement trahi les idéaux de la Révolution » - veut croire encore à une issue finale positive. « La véritable espérance se fatigue parfois, mais ne meurt jamais », lance-t-il en reprenant une expression de son ami Paolo Freire. Pour lui, à l'évidence, tout n'a pas été perdu, la jeunesse a encore la capacité de faire l'histoire. « Quand je me promène dans la rue, quand je vais acheter un médicament à la pharmacie ou du carburant à la sta-

tion d'essence, je rencontre des gens qui me disent : "Moi, j'ai participé à la Croisade nationale d'alphabétisation, ma vie a complètement changé depuis." Cette expérience, qui date d'un quart de siècle, continue d'exister, même si c'est de manière discrète, dans tous les secteurs de la population. Je sais que la jeunesse va agir, même si je ne sais pas quand. »

J. B.

société

The Metropolitan Museum of Art
New York

Chefs-d'œuvre de la peinture européenne



Fondation Pierre Gianadda
Martigny Suisse

23 juin - 12 novembre 2006
Tous les jours de 9 h à 19 h

Renaissance africaine

Les paradoxes de l'Afrique du Sud

●●● Régis Marion-Veyron, Lausanne
Psychiatre

L'Afrique du Sud est parfois présentée comme un modèle de « renaissance africaine », sur fond de problèmes patents du sida. C'est à partir de ce clair-obscur largement débattu, que R. Marion-Veyron, qui a travaillé durant plusieurs mois dans un hôpital sud-africain, propose quelques réflexions. Il montre le danger d'un discours politique qui fleure le scientisme.

A l'évocation de l'Afrique du Sud, les mêmes expressions reviennent souvent depuis son accession à la liberté (1994). Miracle politique, moteur économique du continent africain mais aussi *renaissance africaine*. Pourtant ce pays est celui des contrastes, où le fossé entre Blancs et Noirs reste criant malgré l'apparition d'une élite noire stimulée par le Black Economic Empowerment (BEE), où le déni stupéfiant de l'infection VIH par les autorités grèvera le pays pour les décennies à venir, où la violence est omniprésente, non seulement dans les grandes villes (Johannesburg, Durban) mais plus encore dans l'intimité des familles.

Si l'élan de cet article vient en premier lieu de la problématique du sida, il ne faut pas y voir seulement la reprise du problème le plus médiatisé actuellement, mais aussi la confrontation quotidienne à des histoires de vie marquées par la pandémie du VIH.

Le retard sud-africain

La décennie qui a suivi l'accession de l'Afrique du Sud à un régime démocratique (1994-2004) est aussi la période où l'on a assisté à deux évolutions épidémiologiques radicalement opposées,

frappant la plupart des spécialistes du domaine de la santé : certains l'auront déjà deviné, il s'agit de celles de l'infection par le VIH dans deux pays, l'Afrique du Sud et l'Ouganda.

Alors que les médias en général, mais surtout les grandes revues médicales, ont pu parler d'un « miracle ougandais », l'évolution de l'Afrique du Sud fut, elle, catastrophique. En 2003, le taux de prévalence du virus VIH y atteignait 21 % chez les 15-49 ans. Or c'est seulement cette année-là que le gouvernement sud-africain a enfin lancé un programme de traitement digne de ce nom (renonçant de mauvaise grâce aux vertus de l'ail que la ministre de la Santé, médecin, préconisait officiellement...). Ce programme de distribution prend beaucoup de temps à s'implanter et les moyens mis à disposition sont parfois dérisoires au vu des besoins, comme j'ai pu le constater dans la Province du Limpopo (nord-est du pays), une région rurale et particulièrement défavorisée.

La comparaison avec l'Ouganda ne souffre aucune discussion : la prévalence pour la même population adulte y était de 18 % il y a 10 ans (avec des chiffres avoisinants les 50 % pour la capitale Kampala), pour chuter à 6 % en 2003. Les moyens mis en œuvre pour lutter contre l'épidémie dans ce pays, mais

aussi les causes réelles de ce succès, ont suscité de nombreuses réserves, notamment, pour les moyens, une moralisation militaire et machiste de la société et, pour les causes, l'accession récente au pouvoir (fin des années 80) du régime de Y. Museweni.¹

En effet, l'histoire des mouvements révolutionnaires d'Afrique montrerait une énergie et une créativité étonnantes au cours des premières années qui suivent la mise en place de nouveaux gouvernements. Le président Museweni a ainsi pris très au sérieux le risque du VIH (découvert d'abord chez ses soldats) et aura fait de la campagne contre le virus un objectif politique majeur. Les critiques comme les nuances ne doivent donc pas faire oublier que là où l'Ouganda a relevé un défi écrasant, l'Afrique du Sud a clairement échoué...²

Inquiétantes dérives

Face au sentiment d'impuissance qui peut nous saisir tous lorsqu'on évoque les ravages du sida, le président de l'Afrique du Sud Thabo Mbeki a proposé de nombreuses pistes pour le développement de son pays, mais aussi pour le continent africain. Ces innovations économiques (le NEPAD, partenariat économique entre pays africains), politiques (le PEM, sorte de système de contrôle de bonne gouvernance entre dirigeants africains) ou encore culturelles ont pu être regroupées de manière assez heureuse sous la bannière d'une *renaissance africaine*, mais non sans susciter des controverses.

Si je mets en perspective ce thème et celui de l'épidémie de sida, c'est parce que T. Mbeki lui-même a fait le rapprochement entre la peste qui ravagea l'Europe au XIV^e siècle et la Renaissance qui fleurit au siècle suivant en Italie,

puis dans toute l'Europe. Pourtant l'aspect louable de ce programme ne doit pas masquer son volontarisme. Ni son appellation prestigieuse inciter aux raccourcis.

Que le volontarisme soit au cœur d'un programme politique, nul ne saurait en être surpris. C'est aussi un volontarisme acharné qui a permis les résultats évoqués plus haut pour l'Ouganda. Qui plus est, T. Mbeki ne pourra pas être accusé de faire une *renaissance* au détriment des femmes, l'ANC s'étant toujours montré remarquablement clair à ce sujet, dès sa prise du pouvoir et jusqu'à aujourd'hui. Il y a cependant deux risques majeurs qui guettent la noble entreprise du président de l'Afrique du Sud.

L'aspect plus ambigu de ce volontarisme est à rechercher dans la confusion qu'il entraîne parfois. Depuis le début des années 90, en effet, des historiens s'inquiètent d'une dérive qu'ils voient de plus en plus à l'œuvre chez leurs confrères africanistes, qu'ils soient africains d'origine, afro-américains ou européens.³ Pour le dire d'un trait, ces auteurs observent

- 1 • **A. de Waal**, « A disaster with no name : the HIV/AIDS pandemic and the limits of governance », in *Learning from HIV*, edited by G. Ellison, M. Parker and C. Campbell, Cambridge University Press, 2003.
- 2 • Cette comparaison est instructive dans le cadre d'une réflexion plus générale sur le développement du continent africain. Analyser l'évolution contemporaine de deux pays africains dans un champ précis, mettre en parallèle leurs ressources et leur histoire permet d'aborder sous un autre angle les questions complexes et intimidantes du développement du continent, notamment la responsabilité des pays occidentaux, des gouvernements africains et le cortège des thèmes associés.
- 3 • Une bonne introduction à ces questions peut être lue dans le n° 79 de *Politique africaine* (octobre 2000, pp. 165-191) qui présente un dossier consacré à la parution de deux ouvrages, dont un ouvertement polémique, dirigés contre cette tendance du discours africaniste contemporain.

qu'une juste motivation (la réhabilitation de la valeur des peuples africains écrasés depuis des siècles par la traite esclavagiste, puis le colonialisme) ne doit pas devenir de la mauvaise science (où les convictions plus que les preuves historiques finissent par rendre le discours africaniste plus mythologique qu'historique).

Le débat fait toujours rage et n'est pas prêt de s'éteindre. Or ma conviction est qu'il n'est pas affaire de spécialistes uniquement. En effet, l'ambitieux programme de T. Mbeki n'est pas sans lien avec cet affrontement. Il s'en nourrit et le nourrit. Les exemples sont légion et la *renaissance africaine*, pour légitime qu'elle soit, porte en elle une grande ambiguïté. Le volontarisme politique ne peut se confondre avec les sciences historiques. Habiller un discours politique, proche de l'idéologie, avec des oripeaux scientifiques est dangereux. L'Europe sait les écueils de ce type de mariage.

L'autre risque que je vois poindre touche au rapprochement indirect fait entre la peste du XIV^e siècle et l'épidémie contemporaine du sida. Cela peut pa-

raître intéressant au premier regard ou tout simplement anodin. A y regarder de plus près, on peut cependant déceler une subtile mystification qui laisse songeur lorsqu'on connaît l'aspect tragique de l'épidémie et les combats politiques qu'elle a entraînés au cours des dernières années en Afrique du Sud.

La peste était en effet une infection alors incurable et aucune ville, aucun pays n'avaient d'autre ressource que l'isolement des pestiférés qui mourraient dans des conditions atroces. Quel rapport avec les moyens que nous maîtrisons aujourd'hui dans la lutte contre le sida ? Il est difficile de ne pas voir dans ce rapprochement un raccourci maladroït (dans le meilleur des cas). La maladresse devient outrage si on rappelle que les activistes du TAC (Treatment Action Campaign) ont dû poursuivre le gouvernement et obtenir gain de cause pour que soit enfin implanté dans le pays un programme de traitement antirétroviral de grande envergure. T. Mbeki et sa ministre de la Santé se sont résolus de mauvaise grâce, sous une intense pression internationale également.⁴ La mise en place de ces traitements reste encore lente et rencontre des résistances actives dans certaines régions.⁵

On l'aura compris, mon propos se veut le contre-pied du discours économiste largement répandu, qui voit dans l'Afrique du Sud un des seuls pays africains « sérieux », l'autre étant le Botswana...

4 • Quelques semaines avant mon départ d'Afrique du Sud (décembre 2005), la ministre de la Santé encourageait un symposium controversé sur la gravité des effets secondaires du traitement antirétroviral...

5 • **Stevens Robins**, « Long Live Zackie, Long Live : AIDS activism, Science and citizenship after Apartheid », in *Journal of South African Studies*, vol 30, n° 3, septembre 2004, pp. 651-672.

Campagne de prévention du sida, Soweto



où l'épidémie du sida est encore plus terrifiante !⁶ Le contre-pied également d'un discours naïf sur une *renaissance africaine* qui jaillirait par la seule volonté d'une élite politique, probablement sincère mais bien éloignée des préoccupations concrètes et vitales de ses citoyens.

Cette *renaissance* est le vœu de tous mais sa réalisation, pour le moins discutable, amène quelques réserves. Est-on dans un volontarisme politique irréaliste ? Dans une réécriture mythologique de l'histoire ? Pire encore, dans un camouflage plus ou moins conscient de la part du gouvernement sud-africain actuel de sa gestion catastrophique de l'épidémie du sida ?

Des voix critiques

Personne ne peut répondre aujourd'hui d'une manière univoque à ces interrogations. Tout au plus peut-on se tourner vers les analyses généreuses et lucides qui émergent depuis quelques années en Afrique du Sud.

Celle d'Allister Sparks d'abord. Dans son dernier livre, *Beyond the miracle*, paru en 2003, ce journaliste célèbre pour son opposition à l'apartheid relate les points forts de la dernière décennie. Il le fait avec chaleur et son enthousiasme pour la reconstruction de son pays est évident. Mais il se montre sans complaisance pour les errances du gouvernement actuel (gestion politique de l'épidémie du sida, silence troublant sur les dérives politiques du Zimbabwe, menaces sur la liberté de presse).

Dans le monde religieux également, une voix réclame toujours autant d'attention : Desmond Tutu continue contre vents et marées à détonner par ses prises de position. Au point que ce chantre de la libération s'est vu vertement critiqué par le président T. Mbeki, suite à une allocution particulièrement remarquée (*Nelson Mandela Lecture*, novembre 2004). A la fin de son discours, D. Tutu a plaidé pour le développement d'un esprit critique authentique dans la société sud-africaine. Cet esprit doit toujours accompagner le sentiment de joie légitime qu'il ressent, et qu'il appelle ses compatriotes à ressentir, face aux réussites de leur pays. Apparemment, cet esprit n'est pas du goût du président ni de la ministre de la Santé.

Je conclurai par une observation sur la position de l'Eglise anglicane sud-africaine face au sida. A la suite de son ancien archevêque de Cape Town, elle se trouve être probablement la seule aujourd'hui qui défende une position réaliste. Par mon expérience locale, j'ai constaté que ses ministres prônaient un engagement sans réserves pour les personnes atteintes par la maladie, tout comme une prévention digne de ce nom. Nous voilà bien loin des déclarations dogmatiques et intransigeantes de l'Eglise catholique sur l'usage du préservatif, mais aussi des discours souvent délirants des Eglises pentecôtistes et charismatiques, en vogue aujourd'hui, où l'on répète inlassablement que la force de la prière a permis à des croyants de voir leur séropositivité disparaître...

R. M.-V.

6 • C.f. J.A. *L'Intelligent*, L'Etat de l'Afrique, HS n° 8, 2005, p. 237.

Le *Da Vinci Code* : une aubaine !

●●● **Thierry Schelling s.j.**

Dans l'Eglise, à trop décrier ou péjorer pour souhaiter voir les brebis (les fidèles) suivre le pas, les bergers (la hiérarchie) les provoquent plutôt à changer d'alpage !

L'incroyable engouement et le regain d'intérêt pour la *res christiana*, que la sortie du roman *Da Vinci Code*¹ en 2003 et du film en 2006 a engendré chez des millions de lecteurs et/ou cinéphiles, auraient pu éveiller le même enthousiasme chez les biblistes et les théologiens à vouloir rejoindre ces foules demandeuses d'explications et d'approfondissements. Car le roman a passionné et remis au goût du jour de nombreux sujets centraux du christianisme : le monde de la symbolique et son lien avec le milieu culturel à l'heure de la globalisation ; l'art comme expression de la foi des croyants au cours du bimillénaire chrétien ; les règles de sociologie appliquée à l'Eglise comme société humaine ; et surtout, la vie de Jésus-Christ, vrai homme (pour beaucoup) et vrai Dieu (pour les chrétiens).

Tant de riches sujets qui sont des vecteurs d'évangélisation. Dan Brown en a tricoté son récit et a éveillé soudainement chez maints curieux des questions de fond. Mais la hiérarchie, une fois de plus, s'est rebiffée et a crié au scandale et au boycott.

Quelques exceptions cependant méritent d'être citées : le cardinal de Berlin Georg Sterzinsky a répété que l'Eglise ne devrait avoir aucune crainte de cet

ouvrage (c'est donc la peur qui tenaillerait les dignitaires de la curie romaine qui veulent porter devant la justice l'auteur et le cinéaste pour diffamation ?) ; Paul Hinder, l'évêque des catholiques de la Péninsule arabe, a rappelé qu'un boycott serait contre-productif et que les gens ont de la « jugeote » et savent distinguer entre réalité historique et fiction, moyennant justement une aide technique de la part des spécialistes en la matière (mais alors, quelle chance d'avoir un auditoire aussi dense et international que celui attiré par ce *Code* !) ; enfin, Josef Punt, évêque de Haarlem aux Pays-Bas, jubile devant la chance inouïe offerte à l'Eglise de pouvoir littéralement évangéliser les masses, du moment qu'un roman remet, au niveau mondial et de manière simultanée, la vie de Jésus-Christ au cœur des médias, mais également des simples citoyens (en familles, au café, dans la rue et le métro) !

L'intrigue est assez bien ficelée, même si elle contient les ingrédients usuels pour son succès : un peu de sexe, un peu de sang, un peu de religion, une conspiration, et la mayonnaise monte ! Certes, elle reprend de manière réductrice un sempiternel cliché de l'inconscient collectif à propos de la vie religieuse : elle sublimerait la sexualité par la souffrance (pénitence), perçue comme

1 • Vous trouverez des renvois à ce sujet sur www.cedofor.ch, rubrique *actualité du mois*.

salutaire face aux tentations, sous le protectorat d'une hiérarchie omnipotente ; rien de bien folichon ni d'attirant pour nos contemporains qui souvent connaissent un ou une religieuse et se demandent dès lors : « Est-ce que son style de vie a changé ? Il/elle est tellement sympa... » Mais combien de discussions de fond peuvent alors surgir entre amis qui (s')interrogent sur le sens du choix de leur proche devenu prêtre, moine ou religieuse.

Le magistère catholique a le devoir d'enseigner une lecture *théologique* de la sexualité humaine comme ligne d'horizon : la hiérarchie donne une série de jalons et c'est à chaque skieur/-se de faire sa descente ! Or l'inconscient collectif revient toujours sur cette fausse adéquation : pour être un bon chrétien, il faut annihiler sa sexualité ! C'est l'interprétation populaire et figée pour toujours, semble-t-il, d'une plus compliquée et intéressante histoire en dents de scie, entre le magistère catholique et sa vision de l'Homme : la nouveauté du regard n'a pas été communiquée à la base de façon compréhensible.

En syntonie avec cela, l'éternel féminin - « jeté », dit-on, depuis belle lurette hors du véhicule Eglise - revient au galop... Et cette fois encore (cf. *The Last Temptation of Christ*, de Martin Scorsese (1988), ou *Jésus de Montréal*, de Denys Arcand (1989) : l'argument de Brown est donc du réchauffé !), enroulé autour de la personne du Christ, vrai homme selon le dogme chrétien. Vérité que l'on voudrait voir prouvée en répondant à l'énigme : Jésus a-t-il *donc* eu des relations sexuelles et par-là une descendance ?

« Offense à la religion » pour les uns (Arinze et Amato), « occasion géniale de parler du Christ » pour les autres (O'Collins), les prises de positions varient selon le regard que l'on porte sur nos

contemporains. Le jésuite que je suis mesure la réalité à l'aune du principe ignatien qui consiste à « sauver plutôt la proposition de l'autre ». En d'autres termes, un regard positif car *confiant* en l'Homme.

Vecteur d'évangélisation

Oui, le *Da Vinci Code* et ses collatéraux (la déferlante de littérature explicative !) est une excellente occasion pour les spécialistes - souvent des clercs confinés dans le monde académique ! - de rejoindre la soif des gens - l'Eglise ! - qui ne demande qu'à être étanchée substantiellement et simplement.

Car l'évangélisation, la vraie, est simple. Elle est semences dans un champ où les oiseaux et la nature peuvent compromettre le travail du semeur, mais jamais freiner son élan d'ensemencement. Le *Da Vinci Code* est bien l'opportunité rêvée pour les chrétiens de « faire Eglise » et de partager questions et réponses dans un langage accessible.

Finalement, rejoindre les gens là où ils sont et partir de leurs doutes, questions et enlacements, n'est-ce pas la tâche *première* des serviteurs de la Parole que sont le clergé et les spécialistes ès-Bible et ès-dogmes ? Etudier dans les détails pour répondre à Brown scientifiquement est le privilège de l'élite académique, pas celui des fidèles. Mais la soif de savoir, elle, est universelle, et le droit de partager ce savoir *ensemble* est un devoir de la hiérarchie.

« Ma paroisse, c'est le monde », rappelait Jean XXIII au lendemain de son élection. Ce monde sait s'approvisionner et reconnaître ses envies et ses manques. A quand un magistère qui *lui* parle dans sa langue, sur la base du travail accompli par ses universitaires ?

Th. Sch.

Un passeur apocalyptique

Konstantin N. Leontiev

●●● **Gérard Joulé**, *Epalinges*

Konstantin Léontiev,
Ecrits essentiels,
l'Age d'Homme,
Lausanne 2004, 340 p.

Au début du XVIII^e siècle, les philosophes des Lumières, qui avaient ravi le pouvoir intellectuel aux prêtres, s'avisèrent de supprimer le Ciel. Jusque-là les hommes vivaient dans deux mondes : le monde spirituel et le monde temporel ; le monde terrestre et passager, et le monde de la vie éternelle, qui en était l'aboutissement.

Les hommes décidèrent alors que deux mondes, c'était trop. C'était un luxe qu'ils ne pouvaient plus se payer, une déchirure qui les faisait trop souffrir. Ils supprimèrent donc celui qui leur paraissait le plus hypothétique, celui qui pour les chrétiens est le seul vrai. L'homme nouveau était né : cet homme dont notre civilisation technicienne est l'héritière. Cet homme nouveau a rendu au monde son « unité » en niant deux réalités tenues jusque-là pour essentielles : le péché originel et la vie éternelle. Et le monde terrestre a cessé ainsi d'apparaître aux hommes comme un lieu d'exil. Tel est le sens du mot progrès ; il n'en a point d'autre.

Quel est donc ce fier apôtre qui semble avoir vaincu une fois pour toutes les épouvantes dont était autrefois rempli le cœur des croyants ? C'est le bourgeois, maître d'un monde nouveau que Dieu et le Démon, le Ciel et l'Enfer semblent avoir également déserté, et qui n'ayant ni pécheurs ni saints ne connaît

plus les angoisses et les extases de jadis. Le jour où Montesquieu, parlant des deux mondes, a dit : « L'un gêne l'autre, c'est trop de deux », il a défini par là-même la modernité. Il prononçait ainsi la seconde en date des grandes paroles anti-chrétiennes, la première revenant à Descartes aux dires de Pascal. Car le christianisme appartient bel et bien à deux mondes et en relève. L'incroyant, lui, n'appartient qu'à un seul monde et ne relève que de lui seul.

Chrétien et aristocrate

La Révolution française consacra cette « unité » retrouvée, et ceux qui la combattirent tout au long du XIX^e siècle furent appelés contre-révolutionnaires, anti-progressistes. Parmi eux, on compte un Russe, relativement peu connu en Occident, Konstantin Leontiev (1831-1891), surnommé tantôt le Joseph de Maistre et tantôt le Nietzsche russe, selon qu'on met l'accent sur le côté chrétien ou sur le côté aristocratique de sa pensée.

Il y avait au XIX^e siècle, en Russie, deux courants antagonistes, le courant slavophile, qui voulait conserver la Russie aristocratique et chrétienne, et le courant occidentaliste, qui cherchait au contraire à la moderniser, c'est-à-dire

à l'occidentaliser, ce qui, du point de vue des slavophiles, lui aurait fait perdre son âme.

Konstantin Leontiev, qui avait à la fois une vision chrétienne, aristocratique et tragique de la vie, estimait que les choses allaient très bien comme elles allaient dans la vieille Russie orthodoxe et tsariste. Il n'avait jamais eu la moindre velléité réformiste, la moindre inclination pour le socialisme révolutionnaire. Il préférait de loin l'imparfaite splendeur d'un monde divinement créé et même jugé « injuste », à la seule aune d'un code moral restrictif. Le dieu moral, le dieu kantien, le dieu des philosophes était l'ennemi du sien.

Haïssant la platitude démocratique, il pourchassait l'idéal de bonheur et de bien-être universels en train de naître dans l'Europe de son temps : la France de Guizot et l'Angleterre de Stuart Mill. « La révolution, l'assimilation, le processus égalitaro-libéral sont pour moi les appellations différentes d'un seul et même processus. Ce processus, s'il ne s'arrête pas, ni n'éveille à la fin, par son extrémisme, une réaction plus profonde que lui, doit tôt ou tard non seulement détruire toutes les orthodoxies particulières existant actuellement, toutes les cultures particulières et tous les Etats différents, mais il anéantira sur terre probablement toute l'humanité qui aura fusionné auparavant en une unité sociale plus ou moins homogène et uniforme. Tout ce qui sert le cosmopolitisme, le mouvement et la communication accélérés, universels, sert la destruction totale de la vie sur terre. Ce qui ne contredit nullement la nécessité d'une prédication universelle de l'Évangile. Peu avant la fin de l'humanité, sur cette vieille terre et sous ces vieux cieux, l'Évangile doit être prêché partout. La prédication universelle du christianisme est en un sens destructrice et révolu-

tionnaire. C'est ce que prophétise l'Évangile. Après la prédication universelle de la foi au Christ, viendra la fin. »

Incontournable nivellement

Il y a donc selon Leontiev un parallèle entre l'évolution des sociétés humaines et la marche du christianisme universel. Toutes deux tendent à l'assimilation, à l'uniformisation, à l'homogénéisation, quoique de manière assez différente. Nous savons que depuis toujours le christianisme s'est accommodé de régimes sociaux les plus divers. L'assimilation « démocratique », elle, n'admet aucun autre régime que le sien. En ce sens, elle est parfaitement totalitaire. En assimilant les hommes avec plus ou moins de constance et de succès du point de vue confessionnel, le christianisme ne cherchait pas à absorber les autres aspects de la vie des peuples. Il s'est toujours contenté du rôle de cerveau et de système nerveux de l'organisme vivant, sans se presser de le transformer en une masse homogène et amorphe. L'essence de son enseignement ne lui permettait pas d'aller au-delà de son rôle de lien mystique entre les différences ethniques et sociales. Son idéal supérieur est la sainteté, le renoncement à soi-même dans le Christ, la victoire sur le monde et sur ses passions, et il n'est accessible qu'à une minorité.

Sur ce plan-là, il est donc le contraire d'une religion d'esclaves au sens où l'entendait Nietzsche, ce qui ne l'empêche pas d'en être une au sens où l'entendent saint Paul et Simone Weil : « Il s'est fait esclave pour nous... », « serviteur inutile », etc. Seul est accessible

à tous son degré inférieur : la possibilité au moyen de la foi et du repentir d'être délivré des peines infernales après la mort.

« C'est pourquoi, poursuit Leontiev, si l'on accepte le christianisme en tant que force assimilatrice et mélangeuse, capable par son triomphe universel, incomplet et éphémère, d'abaisser la diversité de la vie et de l'esprit sur le globe terrestre, celui qui croit personnellement au Christ, Fils de Dieu venu sauver les pécheurs, ne peut pas, ne doit pas s'opposer à ce genre d'homogénéisation, de nivellement. Il doit même y contribuer [ajoute-il assez sadiquement] dans la mesure de ses forces, dans les limites de sa sphère d'influence. »

Au croyant, Leontiev demande ni plus ni moins de faire le sacrifice de l'esthétique. Car avec ou sans nous, ce nivellement utilitariste se fera de toute façon. Afin que vienne la fin des temps annoncée et que s'accomplisse la prophétie d'Isaïe (4,1-4) : « Voici que l'Éternel dévaste la terre et la dépeuple ; il en bouleverse la face, en disperse les habitants : il en est du sacrificateur comme du peuple, du maître comme du serviteur, de la maîtresse comme de la servante, du vendeur comme de l'acheteur, du créancier comme du débiteur. »

« La diversité passée de la vie historique ne peut rien attendre de plus à l'avenir. L'humanité a dépassé ce stade. L'idéal de l'homme s'abaisse à chaque génération : ce n'est plus le héros, le demi-dieu, le chevalier, l'honnête homme, mais le travailleur, le consommateur. Le prédicateur est suivi de l'ingénieur et ni la forêt vierge ni la steppe sableuse n'ont la force de s'opposer à leurs conquêtes assimilatrices. »

Et Leontiev conclut sa démonstration par ces mots : « Il existe trois sortes d'amour envers l'homme : l'amour utilitaire, l'amour esthétique et l'amour mys-

tique. Le premier désire que l'humanité puisse satisfaire ses besoins matériels et estime que le "progrès" est le meilleur moyen d'y parvenir ! C'est la voie utilitariste. Le deuxième désire que l'humanité soit grande et que sa vie soit tragique, diverse, profonde dans ses sentiments : c'est la voie esthétique. Le troisième souhaite que le plus grand nombre d'hommes accepte la foi chrétienne et soit sauvé outre-tombe, étant bien entendu qu'il y a beaucoup d'appelés et peu d'élus : c'est la voie religieuse. » Ou ce que Leontiev appelle « l'assimilation chrétienne ».

Le secours de la technique

Cette assimilation n'aurait pu être complète et « destructrice », au sens bien particulier que donne à ce mot Leontiev, sans l'aide de la technique. A la révolution intellectuelle qui s'était opérée dans la conscience humaine au XVIII^e siècle, était venue s'ajouter la révolution technique pour laquelle l'homme ancien, païen comme chrétien, n'était nullement préparé.

Le monde naturel cessa dès lors d'être perçu comme un ordre éternel et divin. Le monde dans lequel l'homme est désormais condamné à vivre est très différent de celui où eut lieu la Révélation chrétienne et auquel se rattache tout le symbolisme chrétien. Le christianisme, comme le paganisme, était lié à la terre et à la vie patriarcale, or la technique a arraché l'homme à la terre et détruit la vie patriarcale.

La singularité de Leontiev, c'est de nous dire que, quoique tenté personnellement de le faire durant toute sa vie comme il l'a été, il n'est plus possible de conjuguer aristocratie et christianisme, valeurs nobles et valeurs chrétiennes, comme Baudelaire, Barbey, Bloy, Villiers,

etc. avaient cru pouvoir le faire. Face à l'avènement de l'homme nouveau, de cet homme moyen, outil de destruction universel, le chrétien n'a plus qu'une tâche, hâter la fin du monde, l'avènement du royaume. Donc joindre ses forces à celles de destruction des valeurs nobles, en hâtant l'uniformisation du monde et le nivellement des êtres. Ce que Leontiev ne dit pas, c'est si dans ces conditions il est encore possible à l'homme de faire son salut, et à une religion comme la chrétienne de subsister.

Or, si la fin de l'histoire, c'est la fin de l'homme, c'est aussi l'avènement du goujat, car l'homme moderne ne se définit plus par rapport aux valeurs d'hier qui étaient celles de l'homme moral - justice, droiture, honnêteté, intégrité, pudeur, loyauté - mais en fonction de ses envies et de ses appétits. La caractéristique du moment, c'est que l'âme médiocre et vile a la hardiesse d'affirmer les droits de la médiocrité et de la bassesse. Bientôt, quand l'homme que nous avons connu aura tout à fait disparu de la terre, les automates heureux qui lui auront succédé ne comprendront même plus les livres de l'ancien temps et les mots qu'ils y trouveront ne seront pour eux que de petits signes dépourvus de sens, impossibles à mettre en rapport avec une idée directement intelligible.

La fin des adversaires

Moins d'un demi-siècle après la mort de Leontiev, en réaction contre le libéralisme et l'individualisme petit-bourgeois, le communisme poussa à l'extrême cette entreprise de nivellement égalitaire, au point de vouloir bannir toute différence d'un homme à l'autre. Il combattit le christianisme en se posant comme une nouvelle religion (ou

du moins comme l'aboutissement terrestre de l'ancienne), alors qu'il n'était en réalité que la dernière en date des grandes hérésies chrétiennes et l'un des signes avant-coureurs du règne de l'Antéchrist. Il tenta d'instaurer sur terre la République de Platon, c'est-à-dire une laïcisation forcée de la vie monastique à l'échelle planétaire.

Cette tentative grandiose d'abolition des différences nécessita l'avènement d'un type d'homme nouveau : le bolchevique. Le communisme, qui avait tenté de libérer l'homme de l'esclavage de l'argent et de la propriété, et même à long terme du travail, échoua, car il était contre-nature. (Le christianisme ne l'est pas moins, quoique sur un tout autre plan.) Du moins osa-t-il combattre ouvertement le christianisme, et sa tentative n'en demeure pas moins héroïque et son combat contre l'individualisme petit-bourgeois louable.

Le mur qu'il avait dressé contre la société de consommation capitaliste s'est écroulé et l'ex-bloc communiste s'est rallié en masse aux valeurs mercantiles. Désormais la société technicienne de spectacle peut conduire à son terme son entreprise de nivellement universel. Elle n'a plus en face d'elle d'adversaire capable de lui résister. (L'islam réussirait-il là où le communisme a échoué ?) Tout cela était prédit. « Quand je reviendrai sur terre, demandait le Christ, trouverai-je encore la foi ? »

Combien de temps faudra-t-il à ces démons qui supplient le Christ de leur permettre de rentrer dans des porcs, à ces démons qui s'appellent « légion », accumulés au cours des siècles dans cette immense malade, l'Europe ex-chrétienne, avant d'entrer dans les porceaux et se précipiter avec eux du haut de la falaise ?

G. J.

Les jésuites à Lyon

Au carrefour du religieux, politique et culturel

Sous la direction de
Etienne Fouilloux et
Bernard Hours

*Les jésuites à Lyon,
XVI^e-XX^e siècle,*
ENS Editions,
Lyon 2005, 274 p

Les jésuites dans la région lyonnaise ! Que sont-ils venus faire dans ce coin depuis toujours économiquement très dynamique, plus connu politiquement cependant pour ses tendances conservatrices que pour son progressisme ? Comme souvent, ils ont répondu à une demande et, comme toujours, ils l'ont fait en se coulant dans la culture du lieu : l'inculturation est une constante du rapport au monde des jésuites, tant de l'ancienne Compagnie (avant sa suppression en 1773) que de la deuxième (celle du XIX^e siècle, après son rétablissement en 1814). Mais l'inculturation a deux faces, comme le montrent les jésuites qui ont tenté de faire craquer, par des engagements prophétiques, les idéologies trop étroites et les conservatismes stériles.

Appelés à Lyon en 1565 pour conforter la Contre-Réforme catholique par le moyen d'un collège fondé par la municipalité, ils en sont chassés quelques décennies plus tard lors de la défaite de la Ligue. Après le pardon royal, ils sont rappelés, non sans arrières-pensées politiques de la part des édiles municipaux qui espèrent ainsi faire briller l'identité culturelle de leur ville.

Les jésuites lyonnais vont accompagner, au gré des vicissitudes du temps et des tempéraments personnels, la frange traditionaliste des élites locales. En témoigne le cursus scolaire de leur enseignement tant que vivra l'ancienne

Compagnie. Avec la deuxième Compagnie, au cours du XIX^e siècle, la plupart des jésuites lyonnais épousèrent, comme une fiancée issue du même milieu social, la position anti-révolutionnaire, voire royaliste, « légitimiste » comme on disait, anti-libérale et anti-gallicane de leur terre de mission. Leur travail apostolique se concentre sur les groupes influents, dont la sensibilité sociale en faveur des pauvres - le but restant de « sauver les âmes » - s'alliait avec des positions politiques conservatrices et une religion intransigeante, tant sur le plan moral que doctrinal.

Le signe le plus clair en est la Congrégation des messieurs, confrérie secrète d'esprit contre-révolutionnaire et vivier d'hommes politiques de tendance conservatrice, au service d'une fibre sociale et moralisatrice.

Témoin encore, au début du XX^e siècle, l'Union des femmes françaises, fondée à Lyon par le Père Antonin Eymieu, l'un des plus puissants esprits issus de ce milieu social et considéré par la police de la Troisième République comme « un des jésuites les plus dangereux qui soient actuellement en France ». Il est vrai que ces groupements politico-religieux luttèrent contre une République anticléricale, noyautée par une certaine franc-maçonnerie. Plus tard, de nombreux jésuites lyonnais cèderont au penchant de leur cité favorable au régime de Vichy du maréchal Pétain.

Tout cela est raconté avec minutie dans cet ouvrage récemment paru, qui rassemble les travaux de dix historiens, tous universitaires.

Une légende qui se lézarde

Derrière ce qui peut apparaître à première vue comme l'accumulation tatillonne de multiples biographies, se dessine un enjeu essentiel et toujours actuel : le rapport entre la conscience personnelle et l'autorité religieuse baignée, *volens volens*, dans la culture et la politique de leurs temps.

Les moments cruciaux, cela va de soi, en sont les temps de crises. Crise moderniste voici déjà un siècle, où se manifesta des tensions extrêmes au sein même de la Compagnie de Jésus, certains jésuites ne comprenant pas que l'Eglise s'enferme dans une philosophie particulière, un thomisme rétréci, pour sauvegarder du dogme son « intégralité » figée dans une formulation « définitive », et d'autres jésuites allant jusqu'à quitter la Compagnie la trouvant insuffisamment intransigeante.

Bouleversement, dans les années '30, provoqué par l'émergence des Mouvements de jeunesse et des Mouvements d'Action catholique : on sait la part que les jésuites lyonnais ont pris dans le scoutisme naissant et dans l'ACJF (l'Action catholique de la jeunesse française).

Dilemme tragique surtout durant la dernière guerre : les plus hautes autorités de la Compagnie prônent l'obéissance aux pouvoirs de Vichy (P. Boyne) et la soumission aux lois exigées par l'occupant, en particulier touchant le STO (Service de travail obligatoire). Pendant que d'illustres jésuites parisiens prônent la collaboration (Desbuquois, fondateur de

l'Action populaire, Doncœur, le porte-voix des religieux ancien-combattants) d'autres, moins nombreux, avec la complicité de quelques-uns de leurs supérieurs (P. Décisier), contournent l'autorité religieuse et s'engagent dans la « résistance spirituelle » dont l'organe le plus connu fut *Les cahiers du témoignage chrétien*, revue clandestine fondée à Lyon dans le scolasticat de la Compagnie de Jésus par les PP. Chaillet et Fessard. Ainsi le Père Chambre ne se contente pas de diffuser les fameux *Cahiers*. Intendant de sa communauté, il y cache des juifs, des armes et même un radio qui émet depuis le jardin de la résidence. D'autres jésuites lyonnais se soustraient au STO, participent parfois personnellement à la lutte armée contre l'occupant en tant qu'aumôniers de maquis (PP. de Leusse, Nodet) ou même combattants actifs (Hours, Champon, Chambre, Fraisse).

Quelques années après ces événements, la suspicion portée sur les théologiens du scolasticat lyonnais au début des années '50 se conclut provisoirement par la dispersion d'un quarteron de penseurs jésuites lyonnais de grande carure (les PP. de Lubac, Ganne, Bouillard, Le Blond, Léon-Dufour, Huby). Leurs thèses ont inspiré le concile Vatican II dix ans plus tard. Bref, le tableau est très contrasté.

Loin de la légende dorée qui imagine que tous les jésuites partagent l'intelligence de Teilhard de Chardin sur le devenir humain, quatre siècles de présence jésuite à Lyon, racontés par des historiens de métier, rappellent qu'il ne suffit pas d'appartenir à un ordre célèbre pour se garder indemne de son milieu politique et culturel.

Etienne Perrot s.j.

 ■ Philosophie

Josef Simon

Écriture sainte et philosophie critique

Bayard, Paris 2005, 200 p.

« Les six études rassemblées dans ce livre traitent, sous des aspects différents, du rapport entre religion et raison » (avant-propos). Mais le titre de l'ouvrage ne fait que renverser celui de la troisième étude : *Philosophie critique et Écriture sainte*, qu'il y a tout lieu de privilégier. Certes, la notion de *philosophie critique* renvoie à Kant qui, à de nombreux titres, a pu apparaître comme un fossoyeur de la foi. Sous la plume de J. Simon, Kant se révèle pourtant un défenseur de l'Écriture et de son interprétation.

Il faut en passer par la « critique » comme une philosophie des limitations de la raison et de sa dépendance des sens, par la philosophie comme un constat de la finitude humaine, par la morale comme une affirmation des *conditions* de l'exercice réel de la liberté et de la nécessité pour l'homme d'« avoir de la religion ».

C'est par ailleurs une intéressante théorie de la « raison étrangère » et de l'autorité qu'elle peut exercer sur l'homme, qui force à une ouverture et une écoute qui déterminent finalement le « sens » essentiellement éthique que l'homme raisonnable et libéré de préjugés peut puiser dans l'Écriture.

Philibert Secrétan

Collectif

L'Anneau immobile

Regards croisés sur Maître Eckhart

Facultés jésuites, Paris 2005, 144 p.

Cet ouvrage permet de mesurer la vigueur et l'universalité de la pensée de Maître Eckhart. S'attachant à croiser les regards de la philosophie husserlienne, de l'idéalisme allemand (Hegel) et de la pensée chinoise (Laozi) sur l'œuvre du Rhénan, il vient mettre à jour la radicalité philosophique et spirituelle du dominicain. Mettre ainsi sa pensée en dialogue avec ces trois univers philosophiques permet d'en mesurer l'étonnante fécondité. Ainsi, dans un texte au titre suggestif, *De la réduction au « je » à la réduction du « je »*, S. Bongiovanni, après avoir mis en perspective les différences entre phénoménologie et mystique spéculative,

montre combien ces deux œuvres libèrent l'homme en le faisant revenir à l'attitude originelle du détachement qui donne d'aller à la chose même.

Indépendamment des contenus de pensée, c'est à une sorte de disposition d'esprit qu'est conduit le lecteur qui se laisse atteindre par la vérité de ces pensées. Dans sa conclusion, avec beaucoup de finesse, l'auteur fait remarquer combien la relation trinitaire et l'Unité originelle entre Dieu et l'homme permet de dépasser la réduction au « je pur » husserlien, par le « laisser être » (*Gelassenheit*) qui caractérise l'attitude de l'homme pauvre du Sermon 52.

Les deux autres articles contribuent à faire découvrir les correspondances qu'entretient le mystique rhénan avec la dialectique spéculative et la voie du Tao. A conseiller à ceux qui aiment se laisser conduire par Maître Eckhart.

Luc Ruedin

 ■ Bible

Pelletier Anne-Marie

Le signe de la femme

Cerf, Paris 2006, 250 p.

Voici un livre qui voudrait à nouveau resituer la place de la femme dans notre société. L'auteur, actuellement enseignante à l'École cathédrale de Paris, a d'emblée mesuré les difficultés pour aborder cette question. Elle veut avant tout se référer à la Bible. Ce qui n'est pas surprenant, étant elle-même professeur d'exégèse.

Anne-Marie Pelletier croit profondément que c'est à travers l'apport conjoint des sciences humaines et de la lecture de l'Écriture que l'on peut véritablement accéder à la connaissance de soi. Mais il y a de nombreuses objections à vouloir considérer le rôle de la femme à travers les données scripturaires. Tout d'abord, l'ensemble des livres qui constituent la Bible a été écrit en un passé révolu, au sein de cultures disparues. On peut se demander si les grandes questions existentielles de la femme vivant dans un passé lointain sont toujours les nôtres. Ensuite, certains portraits de femmes sont désobligeants pour la gente féminine : l'image d'Eve présentée comme la tentatrice a lourdement pesé dans l'imaginaire chrétien. De plus, des phrases prêtées à saint

Paul, comme : « Ce n'est pas l'homme qui a été créé pour la femme, mais la femme pour l'homme » (1 Co 11, 9), ou à son école : « Femmes, soyez soumises à vos maris » (Ep 5, 22), ont contribué à conforter l'idée que la Bible, à bien des égards, présente des thèses antiféministes.

L'auteur se propose de réexaminer ces propos scripturaires jugés désobligeants pour les femmes. Elle reprend, les uns après les autres, ces textes bibliques qui ont soulevé tant de polémiques, en y apportant un éclairage renouvelé à l'aide d'une fine analyse exégétique. Elle s'y attelle avec pertinence et clarté, sans omettre le fil rouge spécifiquement chrétien : celui de la victoire apportée par la Croix du Christ, reconnue comme révélation de la puissance de Dieu. Se référer à la Croix, c'est reconnaître que tout acte, à l'exemple de celui du Christ, a sa valeur quand il est offert « pour l'autre ». C'est en suivant l'exemple de ce Maître que la femme, et l'homme aussi bien sûr, se situeront avec justesse dans la société contemporaine.

Monique Desthieux

■ Biographies - témoignages

Gianfranco Ravasi

Martini

Mes trois villes, Rome, Jérusalem, Milan
Cerf, Paris 2006, 112 p.

Le grand public le connaît comme l'auteur de nombreux ouvrages de spiritualité biblique, les scientifiques saluent en lui un des plus éminents spécialistes des études bibliques et les vaticanistes ont analysé son action pastorale et ses déclarations, persuadés d'y trouver une clef pour prédire l'avenir de l'Eglise catholique. Mais que sait-on vraiment du cardinal Martini ? L'homme est toujours resté discret, légèrement distant, caché derrière sa compétence scientifique et sa sagesse pastorale.

Gianfranco Ravasi, exégète de renom, préfet de la Bibliothèque ambrosienne, et qui fut élève de Martini, lève un peu le voile avec cette petite biographie intérieure axée sur les trois villes emblématiques, chères au cœur du cardinal jésuite. Sous la forme d'un dialogue idéal, il recueille dans les lettres pastorales du cardinal ses propos sur les défis fondamentaux de la vie ecclésiale, sociale

et culturelle contemporaine. Il en résulte un très beau portrait, plein d'intelligence, qu'apprécieront les lecteurs de Martini.

Pierre Emonet

Jacques Rigaud

Vivre à propos

Grasset, Paris 2005, 304 p.

Le titre de cet ouvrage est tiré des *Essais* de Montaigne et il sert de fil rouge aux sages réflexions de Jacques Rigaud sur son itinéraire personnel. *Vivre à propos*, c'est se donner tout entier à ce que l'on fait, aimer la vie en chacun de ses instants, avec ses moments intenses et aussi dans les moroses étalements de son cours.

Ces pages, écrites avec élégance et sobriété, sont l'œuvre d'une personnalité française qui est actuellement à la retraite, « ancien ceci » et « ancien cela ». Né en 1932, Jean Rigaud doit beaucoup à sa famille, à sa formation, à ses maîtres, à sa carrière (entre autres, conseiller d'Etat, directeur de cabinet au Ministère des affaires culturelles, sous-directeur général de l'UNESCO, conseiller spécial au Ministère des affaires étrangères, administrateur de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, propriétaire de RTL, etc.). Quel bonheur de suivre, au fil de pages simples, cet homme qui prend le temps de décrire, dans une reconnaissance chaleureuse, ses apprentissages, ses liens familiaux, ses amitiés.

Dans un subtil mélange d'ascèse et de bonheur, ce témoignage nous transmet une moisson de souvenirs. Ceux-ci nous incitent à nous interroger sur la cohérence de nos choix et, plus finement encore, à découvrir comment toute chance de changer de rythme, d'orientation peut, si nous le désirons, être saisie au vol.

Décidément, elles sont nombreuses et belles les manières de vivre à propos. Il est vrai aussi qu'elles s'inscrivent dans une série de vertus paradoxales qui donnent à penser : la curiosité, le travail, l'exactitude, l'impatience, etc., et qui ne mettent pas de côté une dimension, souvent cachée dans le monde politique, celle de la présence du Christ et de la confiance en l'Eglise.

Louis Christiaens

Hélène Arjakovsky-Klepinine***Et la vie sera amour***

Destin et lettres du Père Dimitri Klepinine
Sel de la terre/Cerf, Pully/Paris 2005, 220 p.

Avec grâce et délicatesse, une fille qui a à peine connu son père (il fut arrêté par la Gestapo alors qu'elle avait trois ans et mourut dans un camp de concentration quand elle en avait six) retrace sa vie et déroule devant nos yeux attendris, le destin d'un être humble, simple et pourtant hors du commun.

Cet homme, qui fuit la Russie avec ses parents lors de la Révolution, deviendra prêtre orthodoxe à Paris et travaillera sans relâche à l'unité des chrétiens. Il sera aussi le collaborateur de la fameuse « Mère Marie Skobtsov » et s'occupera avec elle des plus démunis. (Voir **Jerry Ryan**, « Le monastère de la Mère Marie », in *choisir* n° 535-536, juillet-août 2004, pp. 9-13.)

Pendant la guerre, il délivrera de nombreux actes de baptême à des juifs en danger et en sauvera ainsi des dizaines. Découvert, il sera arrêté et mourra en Allemagne. L'Etat d'Israël a planté pour lui un arbre dans l'allée des Justes et, en 2004, le Patriarcat œcuménique de Constantinople a écrit son nom sur la liste des témoins du Christ qui intercedent pour nous.

Saint Dimitri, puisque c'est ainsi qu'on le nomme maintenant, était un homme exquis, un peu timide, d'une grande sensibilité et d'une étonnante humilité teintée d'humour. A côté du brillant étudiant qu'il fut, se dessine un prêtre ardent, un époux aimant, un père soucieux de ses deux enfants qu'il a dû abandonner. Les lettres qu'il écrit à son épouse depuis ses camps de détentions sont pleines de tendresse et d'espoir. Et ceci, jusqu'à la veille de sa mort.

Une confession touchante de son père malade nous révèle qu'après sa mort, il lui a été donné, à lui, vieillard chagriné par la perte de son fils, de connaître, pendant un moment d'éternité, « la joie parfaite », comme une caresse, dit-il, de celui qui avait rejoint la plénitude éternelle.

Marie-Luce Dayer

Collectif***Lydia von Auw***

Pasteure, théologienne, historienne
Cabédita, Yens sur Morges 2005, 126 p.

Quel souffle ! Incarnation de la béatitude sur les pauvres, les humbles à qui la terre sera donnée en partage ! Lydia von Auw, née en 1897 à Morges, a été la pionnière des femmes pasteures du canton de Vaud. Pour la première fois, une femme était admise à la Faculté de théologie de l'Eglise évangélique libre de ce canton. Lydia von Auw y présenta, en 1924, une thèse de licence consacrée au *Modernisme catholique en Italie*. Puis ce fut un parcours difficile et tenace car elle dut attendre 1931 avant que son Eglise n'autorise les femmes à accéder aux charges pastorales. Elle fut consacrée en 1935.

Parallèlement aux nombreux remplacements de ses débuts dans diverses paroisses, où elle était très appréciée, elle consacra son temps libre à une thèse de doctorat sur *Angelo Clareno et les spirituels italiens*, qui fit d'elle une spécialiste internationale de l'ordre franciscain et une médiéviste de renom. Elle est décédée en 1994, à l'âge de 97 ans.

Ce livre rend hommage à une pionnière, engagée de surcroît contre le fascisme et militante à Amnesty International, qui a fait avancer la cause des femmes par son humilité et ses qualités intellectuelles et humaines.

Marie-Thérèse Bouchardy

Littérature

Emmanuel Godo***Sartre en Diable***

Cerf, Paris 2005, 204 p.

C'est à un voyage initiatique dans l'univers diabolique de Jean-Paul Sartre que nous convie Emmanuel Godo, qui poursuit ici son enquête sur les enjeux et les fondements spirituels de l'expérience littéraire. Les thèmes du diable et de l'enfer sont omniprésents chez Sartre, autant dans sa vie personnelle, que dans son œuvre littéraire et philosophique. L'auteur nous le fait découvrir en scrutant les nombreux vestiges diaboliques qui parsèment les écrits de Sartre, jusque dans sa correspondance où l'on s'aperçoit que l'homme de lettres est véritablement hanté par la figure de l'ange déchu.

Au fil des pages, l'enfer sartrien révèle son visage, qui peut justement commencer par être... mon propre visage. Dans le miroir en effet, celui-ci se laisse doublement envisagé : soit comme un ensemble de signes, soit dans sa pure matérialité. Dans le premier cas, le visage apparaît alors sous la figure d'une cohérence apaisante. Dans le second, il apparaît comme celle, terrifiante, d'une masse obscène et indécente de laquelle le sens est totalement exclu.

Cette privation absolue de sens, qui fait qu'il n'y a plus aucun objet mais uniquement des choses monstrueuses et grotesques, est pire que le tragique, encore assimilable à une sorte de mal flamboyant, comme il y a un gothique flamboyant. C'est ce que suggère cette phrase glaçante de *La Nausée* rapportée par l'auteur, qui dit à propos du boulevard Noir de l'enfer : « On y assassinait même pas, faute d'assassins et de victimes »... On dit que, en regard de cet enfer-là, la jouissance d'un crime, que l'on soit bourreau ou victime, acquiert soudainement une délectation insoupçonnée. Comme celle que peut procurer la lecture de ce livre, pour qui veut approfondir une pensée qui, sur fond de *swing*, émanait bien de l'apparente insouciance des cafés de Saint-Germain-des-Prés.

Jean-Nicolas Revaz

Marc-Edouard Nabe
Au régal des vermines

Précédé de « *Le Vingt-septième Livre* »
Le Dilettante, Paris 2006, 322 p.

Si vous détestez Michel Houellebecq et, allons-y, la plupart des écrivains réputés, ce livre vous plaira et même vous réglera, en particulier dans l'abondante préface intitulée *Le Vingt-septième Livre*. Pour le reste qui est une réédition, c'est-à-dire au cours de huit chapitres, le lecteur est menacé de réels dangers et de mauvaises contaminations : le fascisme, l'antisémitisme, la xénophobie, le racisme, l'anti-socialisme, l'antilibéralisme, finalement l'anti-tout et, pardessus le marché, l'anti-soi. Bref, un abrupt, violent et constant négativisme. C'est écrit à coups de poing et, selon l'auteur, il faudrait fusiller tous ceux qui ne le comprennent pas. Le message est clair. D'ailleurs, lui-même n'hésite pas à préciser, d'entrée de jeu ou de drame, qu'il a complètement

raté son destin d'écrivain et que personne n'a lu ses vingt-six premiers livres, totalement inutiles.

Cependant, dans la cohorte oppressante de ses attaques dévastatrices, et mis à part le jazz qui trouverait peut-être grâce à son exigence intérieure, ou encore Léon Bloy (l'une de ses références les moins suspectes), quels appels tragiques sont en réalité adressés aux silencieux de tout poil dans l'actuelle dérive de la banquise mondiale ! Des cris, des invectives, des jurons qui donnent à penser, mais aussi que de douloureuses déceptions, d'aversion fulgurantes et de profondes blessures qui, sous couvert d'humour et de propos chargés de haine, seraient assurément à panser.

Après ce parcours désastreux, l'un des rêves du lecteur serait que cette virtuosité littéraire se transforme, un matin ou un soir, en une célébration de l'optimisme, voire du bonheur. Avec courtoisie et cordialité, la question est posée à l'auteur. Une ultime remarque : si vous ne lisez pas ce livre, ne vous inquiétez pas, car il s'y attend et il prend délibérément et copieusement le temps de vous l'exprimer.

Louis Christiaens

Andrzej Stasiuk
L'hiver

Noir sur Blanc, Paris 2006, 88 p.

Cinq personnages masculins, dans une campagne isolée et comme abandonnée de la Pologne orientale. Il semble que rien ne s'y passe... Un hameau est en ruine, une petite ville s'agite autour d'une place de marché où des vendeurs ambulants proposent des objets, des vêtements usagés qui respirent encore les odeurs des grandes villes mythiques : Vienne, Paris, New York, Berlin... Une voiture cahotante qui tente péniblement de remonter la pente, encouragée par son propriétaire... Une plaine engourdie sous la neige... Rien de spectaculaire ! Aucun rebondissement, peu ou pas d'actions... Et pourtant, le style de ces cinq petites nouvelles est tel qu'il nous envoûte et nous « oblige » à continuer, à avancer, tout en nous disant que décidément rien ne se passe... Et pourtant... il se passe quelque chose, comme une fin de règne, comme une fin de civilisation.

L'auteur analyse tout avec finesse. Rien ne semble lui échapper. Il nous surprend, il nous étonne et c'est bien ce qu'on attend d'un bon texte.

Marie-Luce Dayer

Monsignore Pietro De Paoli
Vatican 2035

Plon, Paris 2005, 554 p.

Mon curé (paroisse de la cathédrale de Sion) m'a offert et dédié ce roman « à déguster, lentement ». J'ai donc visité cette vaste allégorie planétaire et admiré la dimension ecclésiale épousant le quotidien. L'ouvrage, richement documenté, rédigé avec art, humour et perspicacité, nous projette dans l'avenir où se réalisent les réformes esquissées par Vatican II.

L'auteur, caché sous un pseudonyme, se révèle fin connaisseur de l'histoire et prophète avisé, amoureux de l'Eglise et de l'humanité. Il décrit l'Eglise comme une merveilleuse construction qui s'élève en dépassant les langues et les cultures de tous ses bâtisseurs. Toutefois, certains craignent que l'édifice ne leur échappe. Alors ils cimentent des murs infaillibles, ils s'enferment dans leur forteresse, ils ne suivent plus le Christ sur les routes du monde. Beaucoup cependant sortent à la rencontre des femmes et des hommes de ce temps, car Dieu a fixé sa tente parmi eux. « Les prêtres, les évêques, le pape n'ont de légitimité que s'ils sont radicalement au service de cette humanité-là. »

L'Eglise n'est pas lettre figée. Elle incarne une Tradition vivante, fondée sur l'Evangile. Le Christ la veut au cœur du monde, service et réconciliation, partie prenante de tout partage eucharistique, instauration de l'unité dans l'estime des diversités. Sa force repose sur sa faiblesse. Humble, discrète, elle se laisse enseigner, semblable à l'argile modelée par l'Esprit. Heureuse est-elle lorsqu'elle n'idolâtre pas ses lois, car Dieu « ne fixe pas des normes de perfection mais appelle à une vie plus sainte ». Il grave la Vérité non dans la pierre du dogme, mais dans la chair du cœur.

« De bonnes idées », affirme mon curé. Ce livre, où se dessine une espérance, peut inspirer tous ceux qui attendent et préparent une nouvelle Pentecôte sur le monde.

Marie-Rose Genoud

Jérôme Meizoz
Le Rapport Amar

Zoé, Carouge-Genève 2006, 90 p.

Jérôme Meizoz m'a toujours paru fasciné par les origines. Après l'évocation de la terre et des ancêtres, il consacre son premier roman aux origines de la langue, ou plus exactement à la langue des origines, en présentant le rapport adressé au procureur cantonal et aux autorités judiciaires par des experts en criminologie qui ont enquêté sur un meurtre.

Un éminent linguiste, professeur à l'Université Lémanique, a assassiné sa maîtresse, une jeune chercheuse, mi-française mi-brésilienne, qui rédige une thèse sur *Les Langues du Candomblé*. Bien menée, l'action se déroule sur fond de recherche scientifique, où s'entremêlent des éléments affectifs et rituels. Les réflexions des auteurs du rapport alternent avec d'abondantes citations du journal intime du meurtrier, des lettres de la victime, quelques témoignages de ses proches et des références bibliographiques à jour.

Au-delà de la fiction, une question essentielle est posée, déjà abordée par Meizoz dans d'autres ouvrages : lorsqu'elle est domestiquée, la langue peut devenir un instrument de pouvoir et de domination ; à l'inverse, la langue des origines (les patois, les dialectes), qui refuse toute contrainte extérieure, est un élément de résistance et d'affranchissement pour un peuple.

Pierre Emonet

Castioni Nicole, *Le dernier partage. Mourir dans la dignité*. Favre S.A., Lausanne 2006, 104 p.

Cayol Christine, *Je suis catholique et j'ai mal*. Seuil, Paris 2006, 208 p.

Clavier Pierre, *Je ne savais pas mon nom... Mémoires d'un religieux anonyme*. Cerf, Paris 2006, 182 p.

*****Col.**, *Hans Urs von Balthasar. Bibliographie 1925-2005*. Johannes, Freiburg 2005, 234 p. [40230]

*****Col.**, *L'univers n'est pas sourd. Pour un nouveau rapport sciences et foi*. Bayard, Paris 2006, 400 p. [40246]

*****Col.**, *Méditation et psychothérapie*. Albin Michel, Paris 2006, 252 p. [40227]

*****Col.**, *Parlons argent. Economistes, psychologues et théologiens s'interrogent*. Labor et Fides, Genève 2006, 142 p. [40240]

Delbrèl Madeleine, *Le moine et le nageau. Alcide et ses métamorphoses*. Nouvelle Cité, Montrouge 2006, 250 p.

Duquoc Christian, *Dieu partagé. Le doute et l'histoire*. Cerf, Paris 2006, 320 p.

Durrwell François-Xavier, *La mort du Fils. Le mystère de Jésus et de l'homme*. Cerf, Paris 2006, 192 p.

Erny Pierre, *Les chrétiens et le rêve dans l'Antiquité*. L'Harmattan, Paris 2005, 278 p.

Finkelstein Israël, Silberman Neil Asher, *Les rois sacrés de la Bible. A la recherche de David et Salomon*. Bayard, Paris 2006, 324 p.

Gire Pierre, *Maître Eckhart et la métaphysique de l'Exode*. Cerf, Paris 2006, 420 p.

Hatem Jad, *Hallaj et le Christ*. L'Harmattan, Paris 2005, 94 p.

Haub Rita, *Ignatius von Loyola. Gott in allen Dingen finden*. Lahn-Verlag, Kevelaer 2006, 128 p.

Haub Rita, Paal Bernd, *Die Exerzitien des heiligen Ignatius. Bilder und Betrachtungen*. Echter, Würzburg 2006, 120 p.

Henne Philippe, *Introduction à Hilaire de Poitiers, suivie d'une Anthologie*. Cerf, Paris 2006, 238 p.

Kiser John, *Passion pour l'Algérie. Les moines de Tibhirine*. Nouvelle Cité, Montrouge 2006, 476 p.

Lubac Henri de, *Résistance chrétienne au nazisme*. Cerf, Paris 2006, 774 p.

Masson Robert, *Bose. La radicalité de l'Evangile*. Parole et Silence, Paris 2006, 112 p.

Nayak Anand, *Anthony de Mello. Sein Leben, seine Spiritualität*. Patmos, Düsseldorf 2006, 210 p.

Philippe Marie-Dominique, *A l'âge de la lumière. Dialogues avec la pensée des hommes*. Ad Solem, Genève 2006, 348 p.

Putallaz François-Xavier, Buttet Nicolas, Décaillet Pascal, *Coups de griffe. Chronique des « Temps qui courent »*. Saint-Augustin, St-Maurice 2006, 328 p.

Ravasi Gianfranco, *Secondo le Scritture. Doppio commento alle letture della domenica. Anno A*. Piemme, Casale Monferrato 1992, 384 p.

Rey Bernard, *C'est toi mon Dieu. Le Dieu de Jésus*. Cerf, Paris 2006, 182 p.

Schönborn Christoph, *Pensées sur l'Evangile de Marc. Voyez, il est Fils de Dieu*. Parole et Silence, Paris 2006, 202 p.

Sesboué Bernard, *Le « Da Vinci Code » expliqué à ses lecteurs*. Seuil, Paris 2006, 90 p.

Theissen Gerd, *Le mouvement de Jésus. Histoire sociale d'une révolution des valeurs*. Cerf, Paris 2006, 364 p.

Vous trouverez ces livres au CEDOFOR

le Centre de documentation et de formation religieuses

Pour en savoir plus et vous abonner à ses services

www.cedofor.ch

Défense des dialectes (1)

Correspondant en Suisse romande de la NZZ (Neue Zürcher Zeitung), je passe une bonne partie de ma vie de journaliste à dire aux Alémaniques en quoi les Romands sont différents d'eux et pourquoi ils méritent, non pas en dépit mais à cause de cela, l'estime et l'amour. Mais il m'arrive souvent de faire le travail inverse, d'expliquer la Suisse alémanique aux Romands. Cela non plus n'est pas une mince affaire.

Pourquoi cet intérêt ? Non pas parce que je trouve que les Suisses devraient en permanence se chouchouter : Saint-Exupéry n'a-t-il pas écrit que l'amour, ce n'est pas de se regarder dans les yeux mais de regarder dans la même direction (ce qui ne signifie pas toutefois, regarder la télévision ensemble) ? Donc foïn de nombrilisme ! Il y a néanmoins une bonne raison de soigner les relations alémanico-romandes : c'est que la diversité linguistique de ce petit pays est une invitation quotidienne à vivre l'altérité. Certes, il y a tant de cultures au monde qui méritent que l'on s'intéresse à elles. Toutefois, j'ai de la peine à comprendre les personnes qui se disent passionnées par les cultures lointaines et qui ne professent même pas un début d'intérêt pour celles de leurs voisins. Après tout, le Christ nous a enseigné à aimer d'abord notre prochain, qui est, soit dit en passant, bien plus difficile à aimer que le lointain

- comme d'ailleurs il est bien plus difficile d'aimer le voisin « popu » que le Peuple avec un grand P...

Mais revenons au ménage helvétique. S'il y a un élément essentiel de la culture alémanique que les Romands peinent à comprendre, c'est l'amour des Suisses allemands pour leurs dialectes, appelés sommairement schwyzer-tütsch (allemand de Suisse), et leur réticence à parler ce que les francophones s'obstinent toujours et encore à appeler le « bon allemand ».

Oui, pourquoi bien des Alémaniques tiennent-ils à parler l'alémanique et boudent le hochdeutsch ? Pourquoi cette « schizophrénie » linguistique ? Et d'abord, c'est quoi, le schwyzer-tütsch : un mauvais allemand, un parler de « péouzes », un idiome certes authentique, peut-être même savoureux, mais intellectuellement pauvre, un charabia sans grammaire et sans règles, une « maladie de la gorge » ? Ne croyez pas, chers lecteurs, que ces qualificatifs soient les inventions d'un journaliste porté, comme tous les gens de sa sulfureuse profession, à l'exagération et à la dramatisation. Je les ai toutes entendues, et parfois dans la bouche d'amis romands par ailleurs cultivés, subtils et aimables.

Les lecteurs et lectrices de choisir étant des gens ouverts aux autres cultures, même les plus bizarres, ils me pardonneront donc si je consacre ce bloc-notes, et le prochain, à la défense de ma langue maternelle et paternelle. Après tout, il n'y a pas de sot sujet, et

rien de ce qui est humain - et le schwyzertütsch en fait indéniablement partie - ne saurait nous être étranger. De plus, parler des dialectes alémaniques nous renvoie au fait que les francophones aussi, jadis, ont eu les leurs - une réalité trop souvent oubliée, comme nous le rappelle l'écrivain et essayiste valaisan Jérôme Meizoz dans son nouveau roman (Le rapport Amar, Zoé, Genève 2006).¹

La première chose qu'il faut savoir est celle-ci : le schwyzertütsch n'est pas un « mauvais allemand » - un allemand corrompu, en quelque sorte - mais un « allemand autre ». Beaucoup de gens croient qu'il y a des « vraies » langues, nobles et bonnes, et des dialectes qui ne le sont pas, la distinction entre les deux constituant en quelque sorte une donnée naturelle. Or la réalité est autre : il y a une multitude de parlers, dont quelques-uns seulement ont accédé au statut de langues officielles pour des raisons historiques précises (souvent parce qu'ils étaient la langue d'une dynastie conquérante ou d'un Etat en formation, tout en étant illustrés et unifiés par des écrivains et grammairiens). « Une langue est un dialecte qui a fait carrière », a écrit un linguiste fort averti.

Cette règle s'applique au cas qui nous intéresse ici. Jusqu'à la fin du Moyen Age, la germanophonie était scindée en une multitude de dialectes et quelques standards écrits régionaux : l'allemand de la cour de Vienne, celui de la cour de Saxe, ou l'allemand de la chancellerie de Strasbourg, influencé par les dialectes rhénans, etc. Et il y eut aussi l'allemand de Suisse, qu'on écrivait dans les chancelleries de Zurich, Berne et Bâle, et qui était proche des idiomes alémaniques.

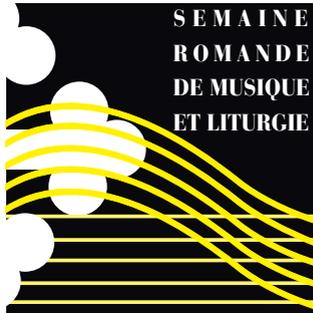
Jusqu'au XVI^e siècle, aucun de ces standards régionaux ne réussit à s'imposer dans toute l'aire germanophone, reflétant en cela l'éclatement du pouvoir politique dans l'Empire allemand - contrairement à la France où la langue parlée à la cour du Roi devint, à la fin du Moyen Age déjà, la norme linguistique incontestable. Puis vint la Réforme - et Luther. Ce réformateur fut aussi un grand écrivain et traducteur : sa langue, formée à la traduction de la Bible, devint peu à peu la norme pour tout le monde germanique, cantons suisses compris. En effet, les imprimeurs de Zurich et de Bâle, passés à la Réforme et intéressés à exporter leurs livres dans toute l'Allemagne, adoptèrent bientôt la norme linguistique initiée par Luther. Et c'est ainsi que les Suisses allemands commencèrent à écrire l'allemand d'Allemagne, tout en continuant à parler leurs dialectes alémaniques. D'où cette « duplicité », ce clivage entre langue parlée et écrite, situation que les Alémaniques partagent avec des millions d'autres êtres, comme les arabophones, par exemple.

Christophe Büchi

P.S. : A la dernière séance de rédaction de choisir, Louis Christiaens s.j. m'a suggéré de faire sauter parfois le carcan du bloc-notes en forme de journal, avec ses dates et ses références actuelles. Aussitôt dit, aussitôt fait. D'où la forme inhabituelle de ce bloc-notes. Vive la Liberté ! Vive le printemps !



1 • Voir la recension de cet ouvrage, p. 42.



Semaine romande de musique et de liturgie

Abbaye de St-Maurice du 10 au 16 juillet

Autour des arts, de la musique et des rites, la Semaine romande vous propose de nombreux ateliers :

- Ecriture liturgique
- Chantres animateurs
- Chant des psaumes
- Musique et spiritualité
- Chant grégorien
- Ateliers choral et vocal
- Peinture d'icônes
- Animation liturgique
- Direction pour débutants

pour les chefs de chœur et les chantres animateurs,
un atelier spécialement à leur intention
➤ **répertoire musical pour l'année liturgique 2006/2007**

Ecouter, écrire, célébrer, chanter, goûter, louer, méditer, peindre, partager, proclamer, psalmodier, prier, regarder, répondre, sentir dans son esprit, son cœur et son corps au travers de cours dispensés par des professeurs renommés.

Renseignements et inscriptions :

Secrétariat SRML, case postale 58, 1890 Saint-Maurice,

Tél. 024 485 11 28, fax 024 485 34 48

E-mail : semaineromande@hotmail.com